

PRESIDENCE

Décès du moudjahid Benkheira Hadj Hamza : le Président Tebboune présente ses condoléances

P. 24

DÉCÈS D'IDRIS DEBY

L'Algérie suit avec une grande préoccupation les événements en cours au Tchad

P. 24

DÉVELOPPEMENT DANS LES ZONES D'OMBRE

Merad : «quelque 9.100 projets réalisés en moins d'une année»

Le Chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a fait état, mardi depuis Blida, de la réalisation, en moins d'une année, de 9.100 projets de développement dans les zones d'ombre au niveau de différentes wilayas du pays. Ces projets de développement réalisés en moins d'une année, s'inscrivent dans la politique axiale adoptée par le président de la République dans la prise en charge des préoccupations des zones d'ombres, à laquelle il s'était engagé. Des projets "qui n'ont jamais été réalisés dans ces délais-là, tant en termes d'enveloppes affectées que de nombre des chantiers ouverts", a-t-il fait observer.

P. 3

DKnews-APS



ALGÉRIE-ONU

L'Algérie élue au Conseil d'administration de l'Unicef et à la CND de l'ONU

P. 24

PENSIONS ET RETRAITE MILITAIRES

L'Ordonnance fixant les nouvelles conditions publiée dans le Journal officiel

P. 3

DISTRIBUTION DU LAIT

"La surconsommation a impacté la disponibilité du produit sur le marché"
(DG de l'ONIL)

P. 6

SANTÉ

VENTRE GONFLÉ

12 aliments à éviter

P.p 12-13

FOOTBALL

MC ALGER

Amar Brahmia nouveau président du Conseil d'administration

P. 21



TÉLÉPHONIE

Les ventes de smartphones explosent

P. 16

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Des opérations dénotant du haut professionnalisme de l'ANP

P. 24

PROGRAMME NATIONAL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES Création d'une société mixte Sonatrach/Sonelgaz



L'Assemblée générale extraordinaire (AGE) des Groupes Sonatrach et Sonelgaz a approuvé, mardi, la création d'une société mixte chargée de la mise en oeuvre du Programme national des énergies renouvelables, sous la supervision du Ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables, indique le Ministère de l'Énergie et des Mines dans un communiqué.

L'approbation de la création de cette société mixte (Sonatrach 50% et Sonelgaz 50%) a eu lieu lors d'une réunion de l'AGE Sonatrach/Sonelgaz, présidée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, au siège du Ministère, en présence des ministres des Finances et de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, respectivement Aïmene Benabderrahmane et Chems Eddine Chitour, en tant qu'invité d'honneur, précise la même source.

Le président directeur général (Pdg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hekkar et celui de Sonelgaz, Chaher Boulakhras ont pris part également à cette réunion.

CONSTANTINE Un mort et 36 blessés dans un accident de la circulation



une (01) personne a trouvé la mort et 36 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mardi sur la route nationale N 03 à la commune Didouche Mourad (Constantine), a-t-on appris de la direction locale de la protection civile.

Les éléments de la protection civile sont intervenus suite à une collision entre deux bus de transport de voyageurs desservant les lignes Zighoud Youcef- Constantine et Constantine- El Hrouch, un camion semi-remorque et deux autres véhicules touristiques, a précisé à l'APS, le chef de service de la prévention, capitaine Lagraa Abderrahmane.

L'accident a fait un mort (50 ans) et 36 autres blessés âgés entre 02 et 65 ans.

Le corps sans vie de la victime a été évacué vers la morgue de l'hôpital Zighoud Youcef, alors que les blessés ont reçu les premiers secours au niveau du même établissement hospitalier, a-t-il ajouté.

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont diligenté une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

EL TARF 14 élèves blessés suite au renversement d'un bus scolaire à Bouhadjar



Quatorze (14) élèves, des écoliers et des collégiens, ont été blessés suite au renversement mardi après-midi d'un bus de transport scolaire dans la daïra frontalière de Bouhadjar (El Tarf), a-t-on appris du chargé de communication de la Protection civile de la wilaya.

L'accident s'est produit aux environs de 16 heures sur le chemin communal reliant le village de Oued Zitoune et la mechta El Khamssa, après que le conducteur du bus, qui a perdu le contrôle de son véhicule, ait dérapé occasionnant des "blessures plus ou moins légères aux élèves", a précisé le lieutenant, Seif Eddine Madaci.

Après avoir reçu les premiers secours, les élèves blessés ont été évacués à l'établissement public hospitalier de la ville de Bouhadjar, où les soins nécessaires leur ont été prodigués, a ajouté la même source.

PRODUITS AGRICOLES Ouverture d'un point de vente de la pomme de terre à 40 DA/Kg au Palais des expositions



La Chambre nationale de l'agriculture (CNA) a annoncé mardi l'ouverture d'un point de vente de la pomme de terre à 40 DA/Kg au niveau de la Société algérienne des foires et exportations (Safex) au Palais des expositions (Alger), dans le cadre des efforts visant à assurer la disponibilité des produits agricoles de large consommation durant le Ramadhane.

"Conformément aux instructions du ministre de l'Agriculture et du développement rural visant à assurer la disponibilité des produits agricoles de large consommation durant le mois de Ramadhane, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) a ouvert, le 20 avril 2021, un point de vente de la pomme de terre à 40 DA/Kg au niveau de la Société algérienne des foires et exportations (Safex) au Palais des expositions", précise un communiqué de la CNA publié sur sa page Facebook.

"La vente aux citoyens est organisée en coordination avec la Chambre agricole de la wilaya d'Alger et la Direction du commerce de la wilaya d'Alger", ajoute la même source.

CULTURE Installation des directeurs de la Culture et des arts de 11 wilayas



La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a présidé mardi l'installation des directeurs de la Culture et des arts de 11 wilayas, rappelant la nécessité de se rapprocher des artistes et des intellectuels, selon un communiqué du ministère.

Il s'agit des directeurs de la culture et des arts des wilayas de Ghardaïa, Adrar, Tébessa, Oran, Guelma, Relizane, Jijel, Ilizi, Tlemcen, Sidi Belabès, et Mascara.

HABITAT - AADL Lancement d'une plateforme numérique pour le traitement des recours



Dans une publication sur sa page officielle Facebook, l'Agence a fait savoir que "le dépôt des recours (pour les souscripteurs n'ayant pas versé la première tranche) s'effectuera exclusivement sur la plateforme numérique dédiée aux recours "http://mo.aadl.com.dz/ProfilsAADL/", et ce à travers l'introduction du numéro d'identification et le mot de passe afin de prendre connaissance du motif du refus du dossier".

Après avoir pris connaissance du motif du refus du dossier, l'intéressé pourra envoyer un recours joint des documents requis.

Après l'envoi du dossier, ce dernier reçoit un accusé de réception du dossier via SMS.

Après l'examen du recours par une commission spécialisée, le souscripteur concerné sera informé du résultat directement via SMS, précise la source.

ZONES D'OMBRE

Quelque 9.100 projets réalisés en moins d'une année (Merad)

Le Chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a fait état, mardi depuis Blida, de la réalisation, en moins d'une année, de 9.100 projets de développement dans les zones d'ombre au niveau de différentes wilayas du pays.

Ces projets de développement réalisés en moins d'une année, s'inscrivent dans la politique axiale adoptée par le président de la République dans la prise en charge des préoccupations des zones d'ombres, à laquelle il s'était engagé. Des projets "qui n'ont jamais été réalisés dans ces délais-là, tant en termes d'enveloppes affectées que de nombre des chantiers ouverts", a-t-il fait observer.

Ces projets portent, pour leur plupart, sur les réseaux d'assainissement, l'ouverture de routes, l'amélioration des conditions de scolarisation, la couverture sanitaire, ainsi que sur le raccordement aux réseaux et autres. Soulignant que la plupart de ces opérations ont été réalisés sur financement des Autorités locales, M. Merad a salué les efforts consentis par les walis en vue de prendre en charge les préoccupa-



tions de la population. A ce propos, il a fait état de l'affectation par les Autorités locales des différentes wilayas de 210 milliards de Da pour le financement de ces projets sur un total de 480 Mds nécessaires à l'ensemble des 32.700 opérations recensées pour ces zones en vue d'y améliorer les conditions de vie.

Le même responsable fait savoir également que 2.270 autres

opérations sont actuellement en cours de réalisation et seront réceptionnées dans les prochains mois, tandis que d'autres opérations seront lancées, une fois le financement dégageé en 2021.

Pour M. Merad, ces opérations ont permis de réhabiliter le rural, d'organiser la société au niveau des hameaux et villages et de créer des emplois pour les jeunes. Lors

d'un échange avec les citoyens de Djebabra, Meftah et Ouled Slama (à l'est de la wilaya), M. Merad a assuré que l'Etat poursuivra ses efforts de prise en charge de toutes les préoccupations de la population, affirmant que des solutions seront mises en place pour la prise en charge des 13.587 zones d'ombre recensées. A cette occasion, il a appelé les citoyens à faire preuve

de patience et à se structurer en associations de quartiers pour aider les Autorités locales à concrétiser les différentes opérations en fonction des priorités. A ce propos, M. Merad a valorisé l'expérience des Autorités locales en matière de démocratie participative, appelant à sa généralisation aux autres wilayas. A Ghaliz dans la commune de Djebabra, M. Merad a supervisé le raccordement de 82 foyers au réseau d'électricité et s'est enquis de l'avancement des travaux de la route nationale N46 qui permettront de désenclaver les villages de cette commune montagnaise. Il a également écouté les préoccupations des citoyens de Meftah et Ouled Slama, axées principalement sur le raccordement en eau potable, l'amélioration des conditions de scolarisation et la régularisation du problème du foncier, ainsi que l'aménagement urbain des cités qui connaissent une expansion anarchique.

UNIVERSITÉ

Renforcer la relation entre l'université et l'entreprise économique (ministre)

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a déclaré, mardi à Tissemsilt, que son département œuvre à créer le cadre légal pour renforcer la relation de l'université avec l'entreprise économique.

Le ministre a expliqué, dans une allocution prononcée lors d'une rencontre avec la famille universitaire dans le cadre de sa visite d'inspection à l'Université "Ahmed Ben Yahia El Ouancharissi" de Tissemsilt, que "son département œuvre à créer le cadre légal pour renforcer la relation de l'université avec l'entreprise économique et ce, dans le but de consacrer la culture d'initiative et d'amélioration de toutes les activités et d'adopter l'évaluation continue".

Il a indiqué que son département ministériel a réalisé nombre d'opérations afin d'améliorer la recherche, la formation, la gouvernance ou encore l'ouverture sur le monde économique et sociale, par le biais de conventions de coopération à travers des projets avec des partenaires économiques nationaux (public et privé), ou sous forme de contrat pour l'organisation de journées d'études, de séminaires et de colloques, ce qui a permis la signature de 15 conventions.

Abdelbaki Benziane a déclaré qu'il appartient à l'Université de Tissemsilt d'ex-

ploiter ces conventions pour signer d'autres dans la wilaya et encourager l'innovation et l'investissement opérationnel au profit des diplômés de la formation et de la recherche avec, à la clef, l'encouragement de l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat aussi bien chez les enseignants chercheurs que les étudiants qui préparent leurs thèses, dans le cadre du nouveau mode de gouvernance universitaire et la transition vers la recherche évolutive et appliquée. D'autre part, il souligné que son département s'est attelé à la promotion de quatre (4) derniers centres universitaires, à savoir ceux de la wilaya de Tissemsilt, d'Aïn Témouchent, de Tamanrasset et de Relizane, pour avoir le statut d'Université sur la base de critères pédagogiques, scientifiques, de recherche et ce, pour la première fois, rappelant que ces promotions s'effectuaient suivant le modèle classique et sur la base de l'ancien-neté.

"Ce nouveau mécanisme entre dans le cadre de la stratégie du secteur basée sur l'amélioration de la qualité de la formation, de la recherche, de la gouvernance, de la numérisation, de l'ouverture sur le monde économique et social et du renforcement et de l'intensification des contrats et des conventions de partenariat et de coopération internationale", a-t-il fait savoir.

Le ministre a instruit le recteur de l'université de Tissemsilt de mettre au point un projet de plan de développement graduel et pluriannuel, qui œuvre à l'ouverture des offres de nouvelles formations et de leur diversification et à impliquer les entreprises économiques et sociales à leurs élaborations, outre le renforcement de la recherche scientifique à travers des projets qui répondent aux besoins de la wilaya, notamment dans l'agriculture et le tourisme.

Il a mis l'accent aussi sur la nécessité de veiller à offrir de meilleures prestations aux étudiants, à respecter les normes sanitaires dans la préparation des repas, d'écouter, de se concerter et de dialoguer continuellement avec les partenaires sociaux dont les représentants des enseignants et des étudiants et des travailleurs, seul moyen pour régler les litiges (contentieux).

Sur un autre registre, M. Benziane a expliqué que la spécialité des sciences politiques n'a pas été gelée mais n'a pas été intégrée dans les universités du pays en l'absence de demande en la matière. En ce qui concerne, les demandes de recrutement des détenteurs des diplômes de master et doctorat, le ministre a précisé, que le recrutement de cette catégorie de diplômés s'effectuera selon les besoins de gestion de l'établissement universitaire qui souffre d'un

déficit en matière d'encadrement pédagogique, soulignant que son département est en train d'étudier avec le ministère des Finances la possibilité de 2.800 nouveaux emplois au profit des détenteurs de master et de doctorat. Par ailleurs, le ministre a annoncé, lors d'une conférence de presse, la réception prochaine de 4.000 places pédagogiques au profit de l'université de Tissemsilt qui seront prêtes pour accueillir les étudiants la rentrée universitaire prochaine.

La visite d'inspection du ministre a comporté également l'inauguration d'une résidence universitaire de 7.000 lits, de même que la signature de coopération entre l'université de Tissemsilt et le Crédit populaire algérien (CPA) et une antenne de l'Agence nationale d'appui au développement de l'entrepreneuriat et la direction de l'industrie et le centre d'enfouissement technique des déchets solides urbains et la station de traitement et d'épuration des eaux usagers du chef lieu de wilaya. Il a également suivi une exposition dédiée aux activités de la maison de l'entrepreneuriat, le bureau de soutien aux technologies et de l'innovation au sein de cette université ainsi que la présentation d'un ensemble de projets innovants de startups, à l'initiative des étudiants de l'université.

PENSIONS DES MILITAIRES ET DÉPART À LA RETRAITE

L'Ordonnance fixant les nouvelles conditions publiée dans le Journal officiel

L'Ordonnance, modifiant et complétant la précédente et portant code des pensions militaires, fixant notamment les nouvelles conditions d'accès à la pension de retraite ainsi qu'au départ à la retraite pour les militaires et autres personnels civils assimilés, a été publiée dans le dernier numéro du Journal officiel.

Il s'agit de l'Ordonnance n21-04 du 6 Ramadhan 1442 correspondant au 18 avril 2021 modifiant et complétant l'ordonnance n76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires.

La présente Ordonnance stipule notamment que "le droit à la pension est acquis aux militaires et personnels civils assimilés ayant accompli quinze (15) ans de service civil et/ou militaire effectifs". Toutefois, est-il indiqué, ne sont admis à la retraite que "sur demande acceptée", les officiers et les sous-officiers de carrière "n'ayant pas accompli 25 ans de service civil et/ou militaire effectifs ainsi que les personnels civils assimilés n'ayant pas atteint l'âge de 60 ans ou n'ayant pas été placés en position de réforme".

Il s'agit de même pour ceux ayant "cessé définitivement de servir dans les rangs de l'Armée Nationale Populaire (ANP), pour cause de maladies, de blessures contractées lors d'opérations, d'exercices, de manœuvres ou d'entraînement ou par suite d'un acte de

terrorisme, d'un attentat survenu dans l'exercice, ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions". Par ailleurs, "ne sont admis à la retraite qu'à l'expiration de leur contrat", les sous-officiers contractuels n'ayant pas accompli 19 ans de service civil et/ou militaire effectifs et des hommes du rang contractuels n'ayant pas accompli 15 ans de service civil et/ou militaire effectifs, n'ayant pas été placés en position de réforme ou ayant cessé définitivement de servir dans les rangs de l'ANP, pour cause de maladies ou de blessures contractées lors d'opérations, d'exercices, de manœuvres ou d'entraînement ou par suite d'un acte de terrorisme, d'un attentat survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions", précise l'Ordonnance.

En outre, les contractuels (hommes) peuvent, après avoir accompli 15 ans de service civil et/ou militaire effectifs, "souscrire un dernier et ultime contrat de réengagement de quatre (4) ans". Lequel cas, ils ne sont admis à la retraite qu'à l'expiration de ce dernier et ultime contrat. Et sont admis à la retraite d'office, sauf maintien pour raison de service ou de demande acceptée de maintien en activité de service pour une durée maximale de 5 années, aux personnels civils assimilés, de sexe masculin, ayant atteint l'âge de soixante (60) ans.

La retraite d'office pour les personnels ci-

viles assimilés de sexe féminin, est, quant à elle, "réduite de 5 années, sauf maintien pour raison de service ou de demande acceptée de maintien en activité de service pour une durée maximale de 5 années", alors que celles ayant élevé "un ou plusieurs enfants pendant, au moins 9 années, bénéficient d'une réduction d'âge d'un an par enfant, dans la limite de 3 années, est-il encore indiqué. En outre, les nouvelles dispositions réglementaires prévoient que "la jouissance de la pension est immédiate pour les officiers et les sous-officiers de carrière, réunissant à la date de leur cessation définitive de servir ou de radiation des rangs de l'ANP, 25 ans de service civil et/ou militaire effectifs ou être âgés de 60 ans s'agissant des personnels civils assimilés".

Elle l'est également pour les militaires et les personnels civils assimilés ayant "cessé définitivement de servir dans les rangs de l'ANP, pour cause de maladies ou de blessures contractées lors d'opérations, d'exercices, de manœuvres, d'entraînement ou par suite d'un acte de terrorisme, d'un attentat survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions" ainsi que pour les "personnels civils assimilés remplissant les conditions d'âge fixées" dans ce même texte.

Le droit à solde de réforme est, quant à lui, acquis aux militaires et aux personnels

civils assimilés, comptant moins de 15 années de service civil et/ou militaire effectifs, sous toutefois des conditions, alors que "la pension nette de retraite ne peut être inférieure au montant fixé par voie réglementaire et que la solde de réforme ne peut être inférieure au salaire national minimum garanti", prévoit également la nouvelle réglementation qui préconise, par ailleurs, qu'"à la pension de retraite s'ajoute une majoration, au titre d'un seul conjoint à charge".

En outre, la nouvelle réglementation prévoit que ne sont, désormais, "considérés comme orphelins mineurs que les orphelins enfants légitimes non mariés, âgés de moins de dix-huit (18) ans et, jusqu'à l'âge de vingt-et-un (21) ans révolus pour les étudiants poursuivant leurs études". De même que jusqu'à l'âge de vingt-cinq (25) ans révolus pour lesquels il a été passé un contrat d'apprentissage prévoyant une rémunération inférieure à la moitié du salaire national minimum garanti. "Toutefois, sont considérés comme en fants légitimes au sens de la présente ordonnance, les enfants mineurs du précédent mariage d'un conjoint survivant, et les enfants mineurs à charge du militaire ou du personnel civil assimilé, lorsque dans ces deux (2) cas, le défunt avait été leur soutien", est-il encore stipulé par la même ordonnance.

COMMERCE

Actions de sensibilisation en direction de plus de 140.000 opérateurs et 576.000 consommateurs en 2020 (ministère)

Le ministère du Commerce a mené en 2020 des actions de sensibilisation en direction de plus de 140.000 opérateurs économiques et 576.000 consommateurs à travers le territoire national, selon un rapport portant bilan des activités d'information et de communication des services extérieurs du ministère du Commerce.

D'après le rapport, dont une copie est parvenue à l'APS, les services extérieurs du ministère du Commerce ont mené, en 2020, des actions de sensibilisation et d'information en direction de 140.704 opérateurs économiques et 576.174 consommateurs. Ces actions ont porté sur les nouvelles promulgations de textes réglementaires et législatifs relatifs aux biens et services, d'une part et sur la vulgarisation de la culture de consommation rationnelle auprès du citoyen afin d'en faire un consommateur conscient et agissant dans la société, d'autre part.

A cet effet, quelque 4266 manifestations d'information (journée d'étude, séminaire...etc) et 23.905 actions de sensibilisation ont été organisées en faveur des opérateurs économiques, outre 3 sessions de formation et 730 autres campagnes de sensibilisation et de contrôle. Ces diverses actions (campagnes de sensibilisation, salons et journées d'étude) ont été organisées en prenant en compte la conjoncture sanitaire et les mesures de prévention y afférentes, dans le cadre des dispositions arrêtées pour juguler la propagation de la Covid-19. Concernant les consommateurs, les mêmes services ont organisé 1544 actions de sensibilisation et 5831 opérations d'information, qui ont enregistré une baisse par rapport à l'année 2019 du fait des



mesures préventives appliquées contre la propagation du Coronavirus.

Ces activités ont connu également "une large participation" de la société civile, notamment les Associations de protection du consommateur, l'Association des droits de l'homme, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) et les Scouts musulmans.

Les thèmes retenus pour ces manifestations diffèrent d'une Direction à une autre, en fonction de la spécificité de la région et de la période dans laquelle l'événement est organisé. Toutefois, ils abondent globalement dans un seul sens, en l'occurrence la qualité, la protection du consommateur et la lutte contre la propagation de la pandémie du Corona,

en termes d'hygiène. L'essentiel de ces thèmes a été axé autour de la vulgarisation des textes juridiques et réglementaires encadrant la protection du consommateur et la répression de la fraude, la généralisation des arrêtés ministériels et de wilayas, promulgués dans le contexte de l'épidémie de Coronavirus, concernant l'interdiction des activités, la reprise de certaines autres, ainsi que les mesures préventives contre la propagation de l'épidémie Covid-19.

Le rapport fait état également des dispositifs préventifs contre la propagation du Coronavirus, y compris les files d'attente à éviter, le respect de la distanciation physique entre les clients, le port du masque, la stérilisation systématique des magasins et de l'utili-

sation du gel hydroalcoolique. Dans ce sillage, les mesures spéciales d'encadrement sanitaire relatif à la reprise de certaines activités commerciales, dans le but de prévenir la propagation de l'épidémie de Corona ont été également évoquées. Par ailleurs, les actions de sensibilisation ont porté également sur l'obligation d'accompagner tout achat d'un appareil de chauffage au gaz à usage domestique par un détecteur de monoxyde de carbone outre les règles sanitaires à observer lors de l'immolation de la bête à sacrifier. Le document cite, dans le même sens, la diminution des taux de sucre, de sel et de matières grasses, ainsi que la nutrition des enfants et leur protection contre les divers risques.

Le rapport évoque également les préparatifs du mois de Ramadhan et la lutte contre le gaspillage des denrées alimentaires, notamment le pain et la rationalisation de sa consommation.

Ces opérations de sensibilisation ont porté aussi sur d'autres thèmes en lien avec le Registre électronique, les soldes, les sacs en papier, les Terminaux de paiement électronique (TPE), les aires de stockage, les spécifications de certains aliments, la spéculation, les établissements d'accueil de l'enfance, les accidents domestiques, les intoxications alimentaires et l'utilisation des pétards.

FEMME - SOLIDARITÉ

Nécessaire adhésion des femmes rurales productrices dans des coopératives spécialisées (ministère)

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a appelé mardi à Skikda les femmes rurales productrices à "la nécessité d'adhérer dans des coopératives spécialisées".

Au cours de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, la ministre a encouragé les femmes rurales exerçant une activité identique dans une même région à élargir leurs activités et adhérer dans des coopératives conformément à la loi sur les coopératives agricoles publiée récemment.

"La femme rurale a prouvé ses capacités sur le terrain agricole en se lançant dans des activités qui étaient il y a peu de temps encore l'apanage des hommes, à l'instar de l'élevage des bovins et l'apiculture et ce, grâce à sa volonté et sa détermination", a affirmé Mme Krikou.

La ministre a rappelé que son secteur œuvre inlassablement à promouvoir la femme rurale productrice pour "parvenir à l'autosuffisance concernant plusieurs produits locaux avec la possibilité de s'orienter vers l'exportation" et ce, en coordination avec

l'ensemble des secteurs dont les services agricoles et les conservations des forêts pour concrétiser les programmes dédiés à la femme rurale".

Selon Mme Krikou, la wilaya de Skikda compte 3000 femmes rurales, considérant ce nombre comme un "réservoir" qui sera renforcé par tous les secteurs dans le cadre de la mise en œuvre du programme sectoriel en application du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Dans ce contexte, la ministre a également rappelé que son département a lancé des sessions de formation en coordination avec le secteur agricole dans plusieurs filières agricoles pour renforcer, promouvoir et accompagner la femme rurale. Lors de sa visite au foyer pour personnes âgées (Skikda 1) pour s'enquérir de la situation de ses pensionnaires durant le mois de Ramadhan, la ministre a présidé la distribution d'un guide élaboré par le secteur de la santé renfermant des conseils pour un jeûne sans risque pour les personnes âgées.

La ministre de la Solidarité nationale a affirmé, à l'occasion, que sa visite entre dans

le cadre du suivi de l'application du protocole sanitaire de prévention de la Covid-19 dans les centres relevant de son secteur, soutenant que des résultats "excellents" ont été enregistrés sur le terrain grâce aux travailleurs du secteur de la solidarité et les cellules de proximité qui ont préféré rester aux côtés de cette catégorie durant la crise sanitaire.

Mme Krikou a visité les locaux de femmes bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) dans le village Ain Cheraïa, dans la commune de Tamalou, et dans la commune d'El Hadjiek, une exposition au Palais de la culture et des arts "Malek Chebel" de la ville de Skikda dédiée aux réalisations de femmes au foyer et de familles productrices. La ministre a également inspecté un atelier de formation de femmes bénéficiaires de microcrédits, avant de procéder à la remise de cinq chèques à des bénéficiaires d'un montage financier tripartite dans le cadre du dispositif ANGEM et des attestations d'attribution de trois locaux commerciaux à des bénéficiaires de microcrédit, en plus de la distribution de matériel pour personnes aux besoins spécifiques.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Nécessité d'une coordination entre les institutions et les acteurs concernés (Tarek Kour)

Le président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), Tarek Kour, a déclaré mardi à Alger que la coordination entre les institutions et les acteurs concernés est "nécessaire" en vue de trouver les mécanismes permettant de créer une "dynamique" pour lutter contre ce phénomène.

Intervenant à l'ouverture d'une session de formation virtuelle sur la bonne gouvernance, organisée par l'ONPLC en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au centre international des conférences, M. Kour a estimé "nécessaire" que les institutions et l'ensemble des acteurs trouvent des mécanismes de coordination en vue de "créer une dynamique permettant d'avoir une vision commune pour faire face à ce phénomène".

Il a souligné que la coordination qui s'est établie entre l'ONPLC, la Cour des Comptes et les autres secteurs dans des domaines liés à la transparence et à la lutte contre la corruption, a été consacrée dans la nouvelle Constitution. Pour ce qui est de cette session de formation qui se tient sous le thème "La bonne gouvernance: de la théorie à la pratique", elle contribue, selon le président de l'ONPLC, à "renforcer les capacités des acteurs nationaux, des fonctionnaires et des cadres des secteurs ministériels, ainsi que de la société civile dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption".

Il a ajouté que cette formation est une occasion pour doter les participants de "différents outils opérationnels qui leur permettront d'activer les principes de la bonne gouvernance et d'évaluer leur application sur le terrain", soulignant que la question de la bonne gouvernance a suscité "un grand intérêt et beaucoup de débats". De son côté, le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Réda Tir, a relevé, lors de son intervention, que la bonne gouvernance "n'est pas seulement une affaire de l'Etat, mais elle concerne aussi les institutions et les citoyens", soulignant que l'importance réside dans le fait que toutes ces parties "défendent les intérêts supérieurs du pays".

Selon l'intervenant, l'Algérie "dispose de tous les outils de gestion et de compétences nécessaires" en matière de bonne gouvernance, précisant que le fonctionnaire "doit se comporter comme un véritable maillon dans le processus de développement". Intervenant sur le même thème, le Représentant Résident adjoint du PNUD en Algérie, Edwine Carrié, a fait remarquer que la lutte contre la corruption représente un axe important dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), notamment celui relatif à la paix, à la justice et aux institutions efficaces, estimant que l'amélioration de la gestion des ressources nationales "contribuera à accélérer la réalisation des ODD".

Il a, par la même occasion, réitéré l'engagement de PNUD à poursuivre son appui à l'Algérie, notamment dans la phase de mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption. Par ailleurs, les experts du PNUD qui sont intervenus, lors de cette première journée, ont focalisé leurs communications sur les concepts clés de la bonne gouvernance et son lien avec le développement durable, ainsi que les impacts de la crise sanitaire sur les pays. Les communications ont porté également sur la promotion de l'ouverture des données (Open data) et l'accès à l'information pour permettre l'analyse et la prise de décisions dans les domaines de développement et de la bonne gouvernance. Le rôle de la jeunesse dans la lutte contre la corruption a été souligné par les experts qui ont mis l'accent sur les différentes initiatives de lutte contre ce phénomène dans certains pays arabes.

EDUCATION

Une série de logiciels pour la gestion des E-books scolaires dans le primaire (Ouadjaout)

Le département de l'Education nationale a conçu plusieurs logiciels pour la gestion des livres électroniques (E-books) scolaires dans les différents niveaux de l'enseignement primaire, a annoncé mardi le ministre du secteur, Mohamed Ouadjaout. Supervisant l'installation du comité interministériel chargé du suivi du projet de l'école numérique, le ministre a indiqué que son département avait "conçu et développé une série de programmes pour la gestion des e-books scolaires à partir du format papier, et ce pour les différents niveaux de l'enseignement primaire".

Il a fait état, dans ce cadre, du lancement du projet pilote de l'école numérique lors de

la visite du Premier ministre à Batna le mois d'octobre dernier à l'occasion du lancement de l'année scolaire 2020-2021.

Le travail se poursuit pour intégrer l'interactivité dans des activités sélectionnées par des pédagogues, a-t-il ajouté, relevant que ces activités seront mises à la disposition des enseignants et élèves, une fois approuvées par le comité ad-hoc du ministère de l'Education nationale. Le ministre a rappelé, à ce t égard, les instructions données par le Président Tebboune lors de la réunion du Conseil des ministres, le 7 mars dernier, relatives à la poursuite de la coordination interministérielle pour le parachèvement de ce projet par le recours aux compétences et

aux start-up en vue de doter les écoles primaires par des moyens technologiques produits localement. Un comité ad-hoc a été également mis en place conformément aux orientations du Premier ministre appelant à l'impérative mise en place d'un cadre permanent présidé par le ministère de l'Education nationale en vue de la concrétisation du projet. Ce comité entamera ses travaux pour l'élaboration d'un rapport devant être soumis aux services du Premier ministre, a indiqué le ministre. Le rapport, a-t-il expliqué, fera le point sur la première expérience menée au niveau de l'école primaire Abderrahmane Lakhdari à Batna, sur les plans pédagogiques, organisationnels et logistiques, ainsi que le

taux d'avancement de l'opération de dotation de 22 classes par des tablettes numériques. Dans ce contexte, M. Ouadjaout a invité le comité à élaborer un projet d'étude détaillé sur l'école numérique à l'horizon 2030, en y intégrant toutes les dimensions du projet, et en mettant en exergue le coût du projet et ses modes de financement. Le comité interministériel chargé du suivi du projet de l'école numérique est composé de cadres de l'administration centrale, et des représentants des ministères de l'Industrie, des Finances, de l'Economie de la connaissance et des start-up, de la Numérisation et des Statistiques, de l'Intérieur et de la Poste.

ALGER

M. Belaribi ordonne le parachèvement des travaux de réalisation d'établissements éducatifs et de logements

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a adressé, mardi à Alger, des instructions à l'effet de parachever les travaux des projets de réalisation d'établissements éducatifs et de logements dans la capitale, indique le ministère dans un communiqué.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion technique tenue au siège du ministère et présidée par M. Belaribi, lit-on dans le communiqué rendu public sur la page officielle Facebook du ministère.

Selon la même source, cette réunion s'est déroulée en présence du Secrétaire général (SG) du ministère, des Directeurs centraux, des Directeurs d'habitat, des équipements publics, d'architecture et du bâtiment de la wilaya d'Alger, ainsi que des directeurs des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Hussein Dey, de



Bir Mourad Rais et de Dar El Beida.

Lors de cette réunion, un exposé a été présenté par le directeur des Equipements publics de la wilaya d'Alger, portant sur les différents projets confiés à la Direction, re-

latifs aux infrastructures éducatives, à savoir (écoles, groupements scolaires, CEM, lycées, etc), lesquels seront opérationnels à la prochaine rentrée scolaire.

La réunion a permis d'aborder les projets de

réalisation de logements LPL (public-locatif), les projets accusant du retard, le taux d'avancement des travaux, ainsi que les différents obstacles rencontrés. Dans ce cadre, M. Belaribi a donné des instructions sur la nécessité de parachever les travaux dans les délais impartis, en vue de livrer toutes les infrastructures éducatives à temps et d'accélérer la cadence des travaux en remédiant à tous les obstacles, dans le but de parachever tous les projets de réalisation de logements dans les délais précités, conclut le communiqué.

ORAN

Pré-qualification des entreprises de réalisation d'ouvrages gaz/électricité : plus de 200 offres reçues (SADEG)

163 entreprises de réalisation d'ouvrages de distribution d'électricité et 55 autres du gaz ont déposé leurs plis dans le cadre de l'homologation au niveau de la direction de distribution d'Oran suite à la parution de l'avis relatif à la pré-qualification nationale des entreprises spécialisées dans ce domaine, a indiqué mardi un communiqué de la Société de distribution de l'électricité et du gaz d'Oran (SADEG, filiale de Sonel-

gaz). "La Direction de distribution d'électricité et du gaz Oran a procédé à l'ouverture des plis relatifs à l'avis de pré-qualification nationale des entreprises dans les domaines des travaux de réalisation, des ouvrages de distribution gaz et électricité lancés par la Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz (SADEG)", a précisé la même source. Elles étaient au total 163 entreprises d'électricité et 55 autres spéciali-

sées dans le domaine du gaz à avoir déposé leurs plis au niveau de la direction de distribution d'Oran, a fait savoir le communiqué. Cette opération entre dans le cadre de l'homologation des entreprises par type en vue de renforcer les moyens humains et matériels de la société afin de garantir une meilleure qualité et continuité de service pour les abonnés, a-t-on souligné de même source.

BÉNI-ABBÈS

Mise en service de la ligne de transport de 60 KV entre Béni-Abbes et Kerzaz

Le réseau de transport et de distribution de l'énergie électrique dans la nouvelle wilaya de Béni-Abbes a été renforcé par la mise en service mardi de la ligne de transport de 60 KV entre Béni-Abbes et Kerzaz, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya.

Cette ligne de transport de plus de 114 km permet désormais le transport d'électricité à partir de la centrale électrique du chef lieu de wilaya à destination du distributeur de l'énergie électrique de Kerzaz qui alimente les collectivités relevant de la daïra de Ouled-Khdeir au sud de Kerzaz, a-t-on précisé.

Auparavant, cette ligne transportait uniquement une puissance de 30 KV et son augmentation à 60 KV a été rendue nécessaire de par l'augmentation de la demande et des besoins des habitants de cette

région, et aussi pour assurer une meilleure qualité de prestations par la Sonelgaz, a-t-on signalé.

Ce projet réalisé en un temps record par des équipes spécialisées de Shariket Kahraha wa Taket Moutadjadida (SKTM), la Société algérienne de gestion du réseau de transport de l'électricité (GRTE), et la société de distribution de l'électricité et de gaz (SADEG), toutes des filiales du groupe Sonelgaz, va mettre un terme aux insuffisances enregistrées auparavant en matière de disponibilité de puissance énergétique dans la région, notamment durant la période estivale où l'on enregistre une forte consommation de l'électricité, a-t-on souligné.

Un transformateur mobile d'électricité a été aussi mis en service à Kerzaz à cette occasion, a-t-on fait savoir.

MÉDÉA

Un million de M³ d'eau pour l'irrigation des cultures de pomme de terre (wali)

Un million de M³ d'eau du barrage de Beni-Slimane (Médéa) sera destiné, à nouveau, à l'irrigation des champs de pomme de terre, cultivés au niveau de cette commune, a indiqué mardi le wali, Djahid Mouss, lors d'une rencontre avec des exploitants agricoles de la région. Le chef de l'exécutif local a rassuré, au cours de cette rencontre, les producteurs de pomme de terre de "la reprise" des opérations de pompage d'eau du barrage de Beni-Slimane, vers le périmètre irrigué de la commune, dont l'approvisionnement en eau a été suspendu "momentanément" suite à la baisse du niveau du dit barrage. Le wali a précisé qu'un volume d'un million de M³ d'eau sera "exclusivement" réservé à l'irrigation d'une superficie de plus de six cents (600) hectares de culture de

pomme de terre, au titre de la présente saison agricole, tout en saisissant cette opportunité, pour inviter les responsables de la filière pomme de terre et les producteurs de la région à mieux s'organiser pour préserver les ressources hydriques locales, qui se font de plus en plus rares, et d'opter pour de nouvelles méthodes d'irrigation.

Les dernières précipitations enregistrées dans la wilaya ont permis de reconstituer une partie des stocks d'eau du barrage de Beni-Slimane, qui avait atteint, pour rappel, en mars passé, sa cote d'alerte de 8 millions de M³, soit le tiers de son volume initial, d'où la décision prise, mardi, de "reprendre" l'acheminement de l'eau vers les installations d'irrigation desservant ce périmètre agricole.

BOUIRA

Avancement des travaux d'aménagement extérieur des logements AADL

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé que les travaux d'aménagement extérieur du projet des 2000 logements AADL à Bouira avaient enregistré un taux d'avancement "important" en prévision de sa livraison durant le deuxième trimestre de l'année en cours.

Selon un rapport de la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, publié par l'AADL sur sa page Facebook, les travaux au niveau des parties internes du projet des 2000 logements AADL à Bouira, ont enregistré un taux d'avancement de 100% pour le raccordement au réseau d'eau

potable, 75% pour l'évacuation sanitaire, 10% pour l'éclairage externe, 55% pour l'aménagement extérieur et 65% pour le raccordement à l'électricité.

Les travaux de raccordement à l'électricité de moyenne tension (11 km) ont été finalisés par la Sonelgaz. Concernant les parties externes, une opération de raccordement à l'eau potable est en cours sur une distance de 3 km avec un taux d'avancement de 98%. Par ailleurs, les travaux du projet d'évacuation sanitaire N 1 se poursuivent avec un taux d'avancement de 15%. Le taux d'avancement des travaux du projet n2 d'évacuation sanitaire a atteint 95% sur une distance de 750 m.

LAGHOUCAT

Les processus de financement des projets culturels, thème d'une rencontre

Les processus de financement des projets culturels au profit des jeunes, par le biais de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), ont été au centre d'une rencontre organisée mardi à Laghouat, à l'initiative de la direction locale de la Culture.

La rencontre vise essentiellement à sensibiliser les jeunes désireux d'investir dans ce domaine sur les dispositifs mis en place par l'Etat pour les accompagner dans la concrétisation de leurs projets, a précisé le directeur du secteur, Rachid Nemli.

Il a mis en exergue, en outre, l'importance d'encourager les projets culturels liés à différents domaines artistiques (théâtre, cinéma et autres), précisant que la démarche permettra de motiver les jeunes porteurs de projets à

concrétiser leurs œuvres innovantes. Ce genre d'investissement a besoin de ressources financières qui dépassent souvent les moyens des associations culturelles, à estimer, pour sa part, Fatma Laâmiri (comédienne), en considérant que la prise en charge des projets culturels par l'ANADE constitue "une avancée et offrira une bonne opportunité aux jeunes".

De son côté, Mme Fadila qui travaille dans l'artisanat traditionnel, a affirmé s'engager à développer son activité, en investissant dans ce créneau, et a salué les efforts visant à soutenir les femmes au foyer, notamment celles qui activent dans le domaine de l'artisanat. Ceci permettra, a-t-elle dit, "d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale et de jouer un rôle important dans la préservation du patrimoine culturel".

CONSTANTINE

Quatre appareils de production d'accessoires en aluminium endommagés dans un incendie

Quatre (4) appareils de production d'accessoires en aluminium ont été endommagés dans l'incendie déclenché dans la nuit de lundi à mardi dans un hangar implanté dans la zone industrielle Palma sise au chef lieu de wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de la Protection civile (DPC).

L'incendie a également provoqué la destruction d'un lot de matière première consistant en des cartons destinés à l'emballage ainsi que des plaques d'aluminium, a précisé à l'APS le responsable de la cellule de l'information

et de la communication de la DPC, le capitaine Abderrahmane Lagraâ.

Les efforts déployés par les services de la Protection civile ont permis l'extinction des flammes à temps, selon le capitaine Lagraâ qui a affirmé qu'aucune perte humaine n'a été signalée. Des moyens matériels importants de plusieurs structures de la Protection civile des communes de Ain Abid, Zighoud Youcef, Doudouche Mourad, Hamma Bouziane et Ain Smara, en plus de deux postes avancés de la ville de Constantine, dont 11 camions anti-incendie et 2 ambulances,

ont été mobilisés pour lutter contre cet incendie, a-t-il souligné. S'agissant des moyens humains, a-t-il ajouté, une équipe composée de 48 éléments de la Protection civile, dont 11 officiers et 36 agents, ont été également mobilisés pour assurer le bon déroulement de l'opération d'extinction de l'incendie.

Il est à signaler, en outre, qu'un dispositif de protection et de surveillance a été mis en place par les services de ce corps constitué afin de s'assurer de l'extinction totale des flammes et éviter une éventuelle reprise de l'incendie.

APS

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE Lancement de la fabrication locale de 3.000 chauffe-eaux solaires (Chitour)

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, a annoncé mardi à Alger, le lancement de la fabrication locale de 3.000 chauffe-eaux solaires, dans le cadre des efforts visant à réduire la consommation énergétique dans le secteur du bâtiment.

Ces 3.000 chauffe-eaux solaires seront produits comme première étape de la mise en oeuvre de la convention signée la semaine dernière entre le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables et celui de l'Industrie, a expliqué M. Chitour qui s'exprimait sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne.

Selon le ministre, l'installation chauffe-eaux solaires fait partie des gestes éco-citoyens qui peuvent globalement faire baisser la consommation énergétique nationale de 10 %, soit 2,5 milliards de dollars d'économies.

De plus, M. Chitour a souligné que "pour la première fois", le ministère de l'Habitat s'oriente à moyen terme vers un cahier de charges de construction comprenant la dimension énergétique, "nécessaire" à l'obtention du certificat de conformité.

S'agissant des actions menées dans le secteur du commerce, le ministre a annoncé un accord prochain avec des Sud-Coréens pour la réalisation d'un laboratoire d'analyses de l'efficacité énergétique de différents produits en Algérie.

A propos de l'appel d'offres relative au lancement de 1.000 MW d'énergie solaire, prévu initialement en juin 2021, M. Chitour a indiqué que cette échéance pourrait être repoussée à "plus tard dans l'année".

Outre le renouvelable, le ministre a évoqué le plan national d'hydrogène que l'Algérie ambitionne de lancer avec la possibilité d'exporter à partir de 2030 ce type d'énergie propre à la place du gaz naturel à travers les gazoducs existants.

Côté formation, M. Chitour a rappelé l'ambition de l'Etat de réaliser plusieurs écoles au niveau du pôle d'excellence de Sidi Abdallah dédiées à la transition énergétique et aux énergies renouvelables, et de maintenir les futures compétences dans ces domaines en Algérie.

ALGÉRIE - USA Rencontre ministères-opérateurs économiques américains



Une rencontre a réuni lundi soir les représentants de plusieurs départements ministériels et des opérateurs économiques américains pour exposer les opportunités économiques offertes en Algérie, selon un communiqué du ministère du Commerce qui a abrité cette rencontre organisée en visioconférence.

Inaugurée par le ministre du Commerce, Kamel Rezig, la rencontre s'est déroulée en présence de représentants de grandes compagnies américaines, de l'Ambassadeur d'Algérie à Washington, Madjid Bouguerra et du président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhoun, outre des représentants des ministères du Commerce, de l'Industrie, de l'Agriculture et du développement rural et des industries pharmaceutiques. La rencontre était l'occasion de présenter "les points forts et les potentialités que recèle l'Algérie dans divers domaines, notamment après son adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)".

A cette occasion, la partie algérienne a donné des explications sur les questions inhérentes aux résolutions d'accès à ce marché africain "prometteur", conclut le communiqué.

DISTRIBUTION DU LAIT "La surconsommation a impacté la disponibilité du produit sur le marché" (DG de l'ONIL)

Le directeur général de l'Office national interprofessionnel du lait et produits laitiers (ONIL), Khaled Soualmia a indiqué, mardi à Alger, que la perturbation enregistrée dans la distribution du lait sur le marché depuis le début du mois sacré est due à "la surconsommation" et au stockage de ce produit par les citoyens.

M. Soualmia a précisé à l'APS que "le problème est dans le mode de consommation des citoyens pendant le mois de Ramadhane, caractérisé par le stockage abusif de cette matière".

Certaines régions du pays, notamment le centre et l'est, ont connu récemment, une perturbation dans la chaîne d'approvisionnement du lait entraînant d'interminables queues de citoyens devant les points de vente en détail, a-t-il fait constater.

Les hautes autorités du pays ont pris toutes les dispositions nécessaires depuis février dernier, pour assurer des quantités supplémentaires de la poudre de lait de l'ordre de 2500 tonnes destinées aux laiteries pour approvisionner le marché durant Ramadhan, a-t-il précisé.

M. Soualmia a en outre précisé que les 2 500 tonnes de la poudre de lait ont été réparties sur les laiteries



dans le cadre de la commission mixte chargée d'assurer le suivi de l'approvisionnement régulier du marché sous la supervision de l'ONIL, permettant ainsi de revoir à la hausse la production des laiteries entre 40% à 60% de la production habituelle.

Des quantités suffisantes de poudre de lait ont été injectées afin d'augmenter la production, a-t-il dit, prévoyant une baisse de la

demande dans les tout prochains jours.

Si le marché a besoin de quantités plus importantes, l'ONIL a été instruit par le ministère de l'Agriculture et du développement rural à l'effet d'injecter des quantités supplémentaires de poudre de lait jusqu'à la stabilisation du marché, selon la même source.

Sur instruction du ministère de tutelle, l'ONIL "accompagne les laiteries et

injecte des quantités plus importantes de poudre de lait jusqu'à la stabilisation de la situation dans les quelques mois à venir", a fait savoir M. Soualmia.

La traçabilité du lait est assurée jusqu'aux distributeurs, dans le cadre de mesures de contrôle strictes, afin que les quantités produites ne soient pas détournées, a-t-il affirmé.

Des mesures qui visent, a-t-il dit, à remédier à toute perturbation dans la production de ce produit essentiel, assurant que toutes les laiteries produisent des quantités plus importantes qu'à l'accoutumée.

L'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers avait annoncé, en mars dernier, le lancement d'une plateforme numérique visant à faciliter aux laiteries le retrait des autorisations, le règlement des factures et l'approvisionnement en poudre de lait auprès des dépôts les plus proches.

ALGÉRIE - IRAN La redynamisation du conseil d'affaires discutée à Alger (CACI)

La redynamisation du Conseil d'affaires algéro-iranien et des relations économiques bilatérales a été discutée, mardi à Alger, par la directrice générale de la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), Ouahiba Behloul et le conseiller économique près l'ambassade de la République islamique d'Iran en Algérie, M. Qasim Taghvaei.

Lors d'une audience accordée par Mme. Behloul au diplomate iranien, les discussions ont porté sur "la redynamisation du conseil d'affaires algéro-iranien et l'examen des projets d'investissement et de partena-



riat émis par les entreprises iraniennes intéressées par le marché algérien", a indiqué un communiqué de la CACI. Parmi les secteurs de coopération potentielle évoqués lors de cette rencontre ceux de l'agriculture (céréales, olive), les groupes électrogènes, le pharmaceutique, l'ingénierie et le BTPH, a précisé le communiqué, tout en soulignant que des projets pourraient être réalisés par les jeunes entrepreneurs et les startups.

A cet effet, "des visioconférences sont programmées incessamment pour l'examen et l'évaluation des projets précités", a ajouté la CACI.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE 1400 souscripteurs au service Wimpay-BNA en un mois

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a enregistré près de 1400 souscripteurs à son application de paiement mobile sans contact, Wimpay-BNA, lancée il y a un mois, a indiqué mardi son responsable de la division instruments de paiements et la monétique.

M. Brahim Boudjelida a précisé, à l'APS, dans ce sens, que ce chiffre englobe les utilisateurs particuliers et les commerçants qui ont effectué environ 800 transactions, entre transfert d'argent et paiement, depuis le lancement de ce premier service de paiement mobile sans contact en Algérie, le 18 mars dernier.

Il a estimé, à ce titre, que "l'opération de renforcement du tissu d'utilisateurs se déroule plutôt bien".

Dans le but d'augmenter davantage le nombre de souscripteurs au service

Wimpay-BNA, la banque a intensifié ses efforts afin d'accroître la flotte des adhérents à son service digital (e-banking), auquel la souscription est impérative pour pouvoir accéder, par la suite, au service Wimpay-BNA. Ainsi, le responsable de la BNA a indiqué que le nombre de clients ayant adhéré à son service e-banking a atteint 92.000, alors qu'il était de 68.000 clients au lancement de l'application.

De plus, la banque est en train de présenter ce produit aux grands facturiers et a réussi, selon son cadre, à obtenir l'accord des responsables de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL), de ceux de Naftal, d'Algérie Télécom, de Mobilis, alors que les négociations avec ceux de Sonlegaz sont en cours.

Dans le but de promouvoir

ce service de paiement mobile, la BNA lancera une opération pilote "dans les semaines à venir" sur les sites AADL de la capitale et sera, aussi, présente sur trois stations Naftal, toujours à Alger, plus précisément au Sacré Cœur (Alger centre), Chéraga (à l'ouest de la capitale) et Khrouba (Caroubier vers l'est d'Alger), a fait savoir M. Boudjelida. Le choix des sites pilotes sur l'ensemble du territoire national a été, en outre, effectué en concertation avec les responsables d'Algérie Télécom afin qu'aucune région ne soit exclue de cette campagne de promotion de cette application, a-t-il ajouté.

La Banque, procédera, en sus, à l'affichage des noms de "ces grands accepteurs" sur son site web pour que les souscripteurs à Wimpay-BNA prennent connaissance

de la disponibilité de ce service au niveau de ces points, a souligné le même responsable. La BNA songe, dans un deuxième temps, à faire figurer le code-barres intelligent (QR Code) qu'il est nécessaire de scanner pour effectuer les opérations de paiement directement sur la facture d'Algérie Télécom, Sonelgaz, Mobilis ou AADL, pour que le client puisse s'acquitter de ses factures sans avoir à se présenter dans une agence de l'un de ces grands facturiers, a révélé M. Boudjelida.

Il a signalé, à l'occasion, l'intérêt que porte un site de vente en ligne à ce service dont la banque compte équiper les livreurs de l'application Wimpay-BNA pour que les clients puissent payer leurs achats simplement en scannant le QR code contenant le prix du produit.

PÉTROLE

Le Brent à moins de 66 dollars le baril

Les prix du pétrole cédaient du terrain mercredi, pénalisés par la circulation de la pandémie de Covid-19 qui limite la consommation d'or noir et avant la publication par l'EIA de l'état des stocks de brut aux Etats-Unis plus tard dans la journée.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 65,79 dollars à Londres, en recul de 1,17% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juin, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, abandonnait 1,26%, à 61,88 dollars.

La forte augmentation des cas de coronavirus dans le monde a remis les craintes liées à la demande sur le devant de la scène, on t commenté des analystes.

Dans plusieurs parties du monde, la pandémie sévit avec une nouvelle vigueur, notamment en Inde, deuxième pays le plus peuplé, où près de 300.000



nouvelles contaminations ont été détectées en 24 heures.

Le marché attend également les prochaines données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence

américaine d'information sur l'Energie (EIA) plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API),

aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que ceux-ci avaient grimpé de 0,4 million de barils dans le pays la semaine passée.

Par ailleurs, les pourparlers avec l'Iran pèsent également sur les cours du brut, car ils pourraient déboucher sur "davantage de brut iranien officiel sur les marchés mondiaux si les sanctions sont assouplies", soulignent les observateurs.

Les négociateurs réunis à Vienne depuis début avril pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien ont entamé mardi une nouvelle pause dans des négociations marquées par des "progrès" mais qui restent "difficiles" entre Américains et Iraniens.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar se stabilise face à l'euro et à la livre

Le dollar américain s'est stabilisé mardi après être tombé à son plus bas depuis début mars face à l'euro et à la livre britannique, dans l'attente d'une réunion monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. Vers 19H00 GMT, le dollar grappillait 0,07% face à l'euro à 1,2029 dollar pour un euro et grimpait de 0,39% face à la livre à 1,3931 dollar pour une livre.

Il avait sombré jusqu'à 1,2080 dollar pour un euro vers 07H45 GMT et 1,4009 dollar pour une livre vers 07H00 GMT, à son plus bas depuis un mois et demi. Pour Joe Manimbo de Western Union, "les possibilités d'une baisse significative du billet vert sont limitées si l'attention se focalise sur le fait que l'économie américaine est en sur-performance par rapport à ses principaux pairs".

Du côté de l'euro, les cambistes se tourneront jeudi vers la réunion du comité monétaire de la Banque centrale européenne.

Si la BCE adopte un ton aussi accommodant que la Fed, la tendance haussière de l'euro pourrait en souffrir, a noté Mme Ozkardeska.

	Cours de mardi 19H00 GMT	Cours de lundi 21H00 GMT
EUR/USD	1,2029	1,2037
EUR/JPY	130,05	130,31
EUR/CHF	1,1022	1,1010
EUR/GBP	0,8634	0,8607
USD/JPY	108,12	108,17
USD/CHF	0,9164	0,9147
GBP/USD	1,3931	1,3986

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les ventes du groupe suisse Roche en baisse au 1^{er} trimestre

Le groupe pharmaceutique suisse Roche a fait état mercredi de ventes en baisse de 1% au premier trimestre 2021, malgré un bond de ventes de tests de dépistage du coronavirus, selon un communiqué. Le groupe, dont les ventes ont atteint 14,9 milliards de francs suisses (13,5 milliards d'euros), a pâti des effets négatifs de changes avec la force du franc suisse. Son chiffre d'affaires hors effets de changes a grimpé de 3% par rapport au premier trimestre l'an passé grâce aux nouveaux traitements, a-t-il indiqué dans un communiqué.

En monnaies locales, sa division pharmaceutique, la plus importante en termes de contribution aux recettes, a vu ses ventes se replier de 9%, à 10,6 milliards de francs suisses, face à la concurrence des médicaments biosimilaires, le groupe bâlois évoquant également un effet de base avec le début de la pandémie l'an passé.

Les ventes de médicaments avaient alors connu une forte croissance avec les effets de stockage avant le premier confinement, diminuant à partir d'avril avec la baisse des consultations médicales et interventions hospitalières. Sur les trois premiers mois de 2021, "la pandémie a continué d'avoir un impact négatif" sur les ventes de médicaments qui nécessitent des consultations régulières, telles que les perfusions, a expliqué le numéro un mondial de l'oncologie. Sa division diagnostics a en revanche enregistré un bond de 55% des ventes, à 4,3 milliards de francs, dopées par les tests de dépistage du Covid-19. Roche avait rapidement mis au point des tests PCR, rapides ou encore un test permettant de distinguer l'infection au Covid-19 de la grippe, et a poursuivi les lancements durant le premier trimestre. Il a notamment mis sur le marché un test destiné à la recherche pour surveiller les mutations du virus. Le groupe a confirmé ses prévisions pour 2021, disant toujours s'attendre à une progression de ses ventes, hors effets de changes, de l'ordre de 1 à 5%.

RUSSIE

La consommation poursuit sa baisse en mars, le chômage recule

La consommation des ménages russes a poursuivi sa baisse en mars, tandis que le chômage a continué de refluer, selon les chiffres officiels publiés mardi.

D'après le rapport mensuel de l'institut des statistiques Rosstat, les ventes au détail ont baissé de 3,4% sur un an en mars, après une baisse de 1,5% en février.

Le taux de chômage a pour sa part

poursuivi son reflux, reculant en mars à 5,4% (contre 5,7% en février).

Il était de 4,7% en mars 2020, avant que les effets de la pandémie et du confinement ne se répercutent sur l'économie russe.

Le mois dernier, la banque centrale russe a augmenté son taux directeur de 0,25 point à 4,50%, sa première hausse depuis fin 2018, le pays étant confronté à une accéléra-

tion de l'inflation notamment sur les produits alimentaires.

En 2020, le revenu réel disponible des Russes -- mesure la plus large du pouvoir d'achat -- a souffert, baissant de 3,5%.

A cela s'est ajoutée une flambée des prix de certains produits alimentaires de base (sucre, huile, céréales) que les autorités n'ont pour l'heure pas réussi à endiguer.

CANADA

Déficit budgétaire record de 354,2 milliards dollars canadiens en 2020-21

La pandémie de coronavirus a fait exploser le déficit budgétaire du gouvernement canadien à 354,2 milliards de dollars canadiens (235 milliards d'euros) lors de l'année 2020-2021, conclue fin mars, a annoncé la ministre des Finances, Chrystia Freeland.

Ce déficit record représente 16,1% du PIB.

Le budget 2021-2022 présenté par Mme Freeland prévoit un plan de relance post-pandémie de 101,4 milliards de dollars sur trois ans et mise sur une croissance de l'économie canadienne de 5,8% cette année, prévision nettement supérieure aux précédentes. Le déficit budgétaire pour l'année en cours devrait être

ramené à 154,7 milliards de dollars (6,4% du PIB) et Ottawa ne prévoit pas de retour à l'équilibre d'ici 2026. "Ce budget vise à finir la lutte contre la Covid. Il vise à guérir les blessures économiques découlant de la récession causée par la Covid.

Il vise également à créer plus d'emplois et de la prospérité pour les Canadiens et les Canadiennes dans les jours et les décennies à venir", a déclaré Mme Freeland.

"L'objectif est de répondre aux besoins urgents d'aujourd'hui et de bâtir à long terme", a-t-elle ajouté. La pièce maîtresse du budget prévoit un investissement de 30 milliards de dollars sur cinq

ans pour établir un réseau de garderies publiques, à un prix moyen de 10 dollars par jour, dans tout le Canada.

Il serait modelé sur le réseau mis en place au Québec il ya plus de 20 ans. Ce nouveau réseau national de garderies nécessiterait des investissements annuels supplémentaires de 8,3 milliards de dollars après cinq ans, mais permettraient aux parents d'avoir accès à un service de qualité à "un coût moyen de 10 dollars par jour", a précisé Mme Freeland.

Ottawa va également investir 17,6 milliards de dollars canadiens (11,6 milliards d'euros) supplémentaires dans une "relance verte" de son éco-

nomie, ce qui lui permet de réviser à la hausse son objectif de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2005.

Le nouvel objectif vise une réduction de 36% des GES, contre 30% précédemment, et Ottawa réitère son objectif de devenir carboneutre d'ici 2050. Le budget prolonge également jusqu'à fin septembre les principales aides mises en place par Ottawa au profit des entreprises et des travailleurs pendant la pandémie.

Le budget 2021-2022, année commencée le 1^{er} avril, prévoit des dépenses gouvernementales totales de 509,8 milliards de dollars, contre des revenus de 355,1 mds de dollars.

FOOTBALL - BOURSES - ITALIE

Une baisse de plus de 10% du titre de la Juventus en Bourse de Milan

Le titre de la Juventus Turin s'écroulait mercredi matin à la Bourse de Milan, avec une baisse de plus de 10% à l'ouverture, après la défection des clubs anglais dans le projet de Super Ligue dont le club italien est l'un des instigateurs.

L'action de la Juventus, qui avait atteint lundi son plus haut niveau (0,911 euro) depuis septembre 2020 après l'annonce de la création de cette Super Ligue, a déjà baissé mardi (-4,23%) et était de nouveau orientée à la baisse mercredi matin, à -10,37% (à 0,782 EUR) un

peu plus d'une demi-heure après l'ouverture. La Juventus, sollicitée mercredi matin par l'APS, a indiqué ne pas s'exprimer pour le moment après l'annonce du retrait des six clubs anglais initialement inclus dans ce projet de Super Ligue, aux côtés de trois clubs espagnols et trois italiens.

Les créateurs de la Super Ligue ont réagi à ce départ des clubs anglais en annonçant qu'ils allaient "reconsidérer les étapes les plus appropriées pour remodeler le projet", ce qui s'apparente à une suspension du projet.

Dans un entretien publié mercredi par la Repubblica mais accordé mardi avant l'annonce du retrait anglais, le président de la Juventus continue de soutenir ce projet: "Entre nos clubs, il y a un pacte de sang, on va avancer.

(Le projet) a 100% de chances de succès", affirme celui qui apparaît comme l'un des principaux soutiens du projet avec le président du Real Madrid Florentino Perez.

DJELFA

Une caravane de sensibilisation contre le gaspillage du pain

Une caravane de sensibilisation contre le gaspillage du pain a été lancée, mardi, par la direction de l'environnement de la wilaya de Djelfa, avec la participation de nombreux partenaires concernés et d'associations locales.

Cette caravane, qui a sillonné de nombreux quartiers du chef-lieu de la wilaya, a particulièrement ciblé les boulangeries, les commerces d'alimentation générale et les grandes surfaces commerciales, aux fins de sensibiliser les citoyens sur l'impératif de rationaliser l'achat du pain et de se limiter à leurs besoins et partant, ancrer une culture de consommation saine au sein de la société.

Les animateurs de cette caravane, entre cadres de la direction de l'environnement, représentants d'associations de protection du consommateur et membres du groupe scout "El Mouana", ont procédé, à l'occasion, à la distribution de brochures d'information aux citoyens, les incitant à éviter les mauvais comportements en matière de consommation.

Cette caravane, inscrite au titre des efforts des autorités locales contre les phénomènes sociaux négatifs, a pour objectif de "sensibiliser les citoyens et les familles sur l'impératif de lutter contre le gaspillage du pain, qui s'est aggravé ces derniers temps. Un phénomène à l'opposé de nos valeurs sociales et des préceptes de notre religion musulmane", a indiqué à l'APS, le directeur de l'environnement de la wilaya, Cherif Aziz. Cette initiative a été fortement appréciée par les citoyens.

Un père de famille rencontré par l'APS, au niveau d'une boulangerie de la cité "Ain Asrar" de la ville de Djelfa, s'est montré très réceptif aux orientations et conseils prodigués par les animateurs de la caravane, pour préserver le pain, appelé localement "Naâma".

M'SILA

Réception de plus de 180 projets au profit des zones d'ombre "avant fin 2021"

Au moins 184 projets consacrés au développement des zones d'ombre de M'sila seront réceptionnés "avant fin 2021", a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Répartis sur plusieurs communes de la wilaya de M'sila, ces projets concernent les ressources en eau, la viabilisation, l'extension des réseaux de l'électricité et du gaz naturel, la santé, et la jeunesse et les sports, a-t-on précisé de même source, ajoutant qu'une enveloppe financière estimée à plus de 180 millions de dinars a été mobilisée pour la réalisation de ces projets. Une fois réceptionnés, ces projets contribueront à améliorer le cadre de vie des habitants des zones d'ombre, à les désenclaver et à encourager les jeunes entrepreneurs à y développer leurs projets, ont expliqué les services de la wilaya, faisant état de la réception de 330 projets depuis 2020. La wilaya de M'sila avait bénéficié en 2020 d'un total de 1347 projets au profit de la population de 706 zones d'ombre, a-t-on rappelé de même source, indiquant que leur réalisation a nécessité la mobilisation de 13,420 milliards de dinars.

Depuis le début 2020, les services de la wilaya ont pris en charge financièrement 514 projets en mobilisant une enveloppe financière de plus de 6 milliards de dinars, a-t-on relevé.

KHENCHELA

Trois projets pour le désenclavement des zones d'ombre de Baghai

Les services de l'assemblée populaire communale (APC) de Baghai (Khenchela) ont inscrit, au titre de l'exercice 2021, trois (3) projets pour le désenclavement des zones d'ombre de cette collectivité locale, a-t-on appris mardi du président de cette APC, Nabil Zeroual.

Selon cet élu, une enveloppe financière de plus de 68 millions DA a été mobilisée en 2021 dans le cadre du programme de prise en charge des zones d'ombre de la commune de Baghai, pour la réalisation de 3 projets de désenclavement des mechtas d'Oum El Hedoum, Faïdh Ahris, Arkoub Douamès, Ksar Baghai et la région de Zouahar. La concrétisation de ces projets débutera "durant le deuxième semestre de l'année 2021 au plus tard", soit après l'achèvement de

toutes les procédures administratives y afférentes, a-t-il déclaré. L'ouverture et l'aménagement des pistes menant vers les mechtas ciblées dans le cadre de ces opérations de désenclavement, devant avoir lieu sur une distance globale de 9,1 km, permettront de relier ces régions à la route communale 11 et le chemin de wilaya 4, a souligné le même responsable.

Selon la même source, l'ouverture et l'aménagement de pistes vers les mechtas ciblées contribuera, outre l'activation du climat de l'investissement agricole (notamment dans le domaine de la production laitière), le désenclavement de plus de 1.500 citoyens et permettra également aux bus de transport scolaire d'atteindre ces régions.

SKIKDA

M^{me} Krikou donne le coup d'envoi de deux caravanes de solidarité et de sensibilisation

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a donné mardi à Skikda le coup d'envoi de deux caravanes de solidarité et de sensibilisation, depuis le siège de la wilaya à l'occasion du mois de Ramadhane.

La première caravane de solidarité concerne les familles qui n'ont pas bénéficié de l'aide financière spéciale Ramadhane, dans le cadre de la numérisation de l'opération de solidarité durant ce mois sacré, tandis que la deuxième caravane vise la sensibilisation contre le gaspillage enregistré durant cette période.

Ces actions sont menées par les cellules de proximité relevant de la Direction de l'action sociale à destination des personnes âgées afin de les sensibiliser au jeûne en toute sécurité, selon les explications fournies à la ministre lors du lancement des caravanes.

Mme Krikou a loué, en marge du coup d'envoi donné à ces caravanes, les efforts des cellules de proximité et de solidarité ainsi que ceux du secteur de la solidarité nationale, considéré, selon elle, comme "un secteur qui prend en compte l'aspect humain avant l'aspect professionnel", soulignant que le côté humain distingue le secteur de solidarité qui assure l'organisation de campagnes à "double objectif". Elle a ajouté dans ce même contexte que les cellules de proximité ont prouvé leur efficacité lors de la crise sanitaire liée au coronavirus à travers l'ac-



compagnement efficient de la société civile, faisant état de pas moins de 276 cellules ayant participé à cette opération à l'échelle nationale.

La ministre qui a également exhorté les cellules de proximité réparties sur le territoire de la wilaya de Skikda, à se concentrer sur la sensibilisation des personnes âgées des zones reculées à la nécessaire prudence lors du jeûne, du fait que la plupart d'entre eux souffrent de maladies chroniques.

Mme Krikou a insisté aussi sur la réalisation d'enquêtes sociales concernant les familles nécessiteuses.

De son côté, la directrice de l'action sociale de Skikda, Samia Djelab, a déclaré à

l'APS que cette caravane de solidarité a été organisée au profit de 507 familles n'ayant pas bénéficié de l'aide financière du mois de Ramadhan réparties sur les localités de Chraïa, Sebt, Benazzou, Zerdaza et Beni Oulbane. Elle a par ailleurs, fait savoir que 58.840 familles démunies ont été recensées au niveau national, au titre de l'application numérique.

Ces aides, qui ont été collectées en étroite collaboration avec les services de la direction du commerce de la wilaya de Skikda, comprennent toutes sortes de matières premières nécessaires dont l'huile, la semoule, le sucre, de la tomate, du lait et des pâtes notamment. S'agissant de la

caravane de sensibilisation contre le gaspillage durant ce mois sacré, Mme Djelab a précisé que les six (6) cellules de proximité implantées dans la wilaya de Skikda composées de médecins, psychologues, assistants éducatifs, conseillers et agents de la direction du commerce, veilleront à la sensibilisation tout au long de ce mois à la nécessaire rationalisation de la consommation durant cette période afin de lutter contre ce phénomène.

La visite de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme se poursuivra par l'inspection de lieux de travail de femmes bénéficiaires du dispositif de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) dans les communes de Tamalous et El Hadaïek.

La ministre visitera aussi les restaurants de l'iftar et le marché de proximité de solidarité de la ville de Skikda, et le foyer des personnes âgées avant de superviser la distribution des chèques bancaires en faveur des bénéficiaires de crédits dans le cadre de l'ANGEM en plus d'attestations d'attribution de locaux commerciaux et de matériel réservé au profit des personnes aux besoins spécifiques.

AÏN-TEMOUCHENT

Lancement du projet du village écologique dans la zone d'ombre Khoualed Abdelhakem

L'université "Belhadj Bouchaïb" d'Aïn-Temouchent a lancé, mardi, un projet de réalisation d'un village écologique au niveau de la zone d'ombre "Khoualed Abdelhakem", dans le cadre d'une approche environnementale aux dimensions scientifiques qu'une équipe de recherche œuvre à concrétiser, a indiqué, à l'APS, le recteur de l'université, Abdelkader Ziadi.

L'école primaire "Rezgui Youcef" sise dans la même zone relevant de la commune de Sidi Benadda, représente la première étape de concrétisation de ce projet pilote, à travers une série d'activités environnementales de sensibilisation dont le but est d'inculquer aux élèves la culture écologique et de la généraliser à tous les habitants de la région, selon le même responsable.

Ce projet de village écologique, en cours de réalisation dans le cadre d'un partenariat entre l'université "Belhadj Bouchaïb" et les services de la wilaya, porte sur une série d'opérations de développement revêtant un caractère social et économique et protecteur de l'environnement, qui seront réalisées avec l'aide de plusieurs secteurs, et ce afin de garantir une approche visant à valoriser le rôle de l'université dans la promotion du volet développement, suivant un regard axé sur le développement durable, a souligné la même source. De son côté, le chef de l'équipe de recherche chargé du suivi de réalisation du projet, Mohamed Merad Benosmane a déclaré que plusieurs installations ont été programmées au profit des habitants du village "Khoualed Abdelhakem", notamment une station de traitement des eaux usées basée sur le traitement des eaux à l'aide de bactéries au lieu de l'énergie électrique, ainsi que le recyclage des déchets organiques et leur transformation pour être utilisés comme engrais naturels au profit des agriculteurs de la région, en plus d'alimenter le village en électricité utilisant l'énergie solaire, dans le cadre des objectifs visant à encourager l'utilisation des énergies propres.

Ce projet pilote prend en charge la réalisation d'une salle de soins raccordée à l'énergie solaire, ainsi que l'aménagement d'un jardin expérimental au profit des élèves de l'école primaire et l'aménagement d'une partie de la forêt mitoyenne au village comme espace de loisirs, en plus de l'installation d'un marché de proximité miniature en bois destiné à former les femmes du village dans le domaine de l'artisanat et la com-

mercialisation de l'urs produits aux visiteurs de la région, notamment les estivants, en raison de la proximité de la mer, a-t-il dit.

Le projet prend aussi en charge la réalisation d'un front de mer en bois aux dimensions touristiques reliant les plages Chat El-Hilal et El-Wouroud, voisins du village qui abrite près de 300 personnes versés dans l'agriculture et le tourisme, a-t-on fait savoir.

Une équipe de recherche composée de 15 professeurs universitaires suivent la concrétisation de ce projet de village écologique, scindée en trois groupes, l'un spécialisé en économie, le second sur le volet social et le troisième s'occupant du suivi technique.

Pour sa part, le P/APC de Sidi Benadda, Mahmoud Mirnas a salué ce "projet pilote prometteur", précisant qu'une enveloppe budgétaire de 35 millions DA a été consacrée à ce projet, dans le cadre du plan communal de développement et du budget de la commune de l'année en cours pour la prise en charge de l'opération d'aménagement et de revêtement des routes du village à l'aide de produits naturels amis de la nature, ainsi que la réalisation d'une salle de soins prise en charge par la société "Medgaz" spécialisée dans l'exportation, à travers l'aménagement d'une forêt en espace de loisirs et de détente.

Le même responsable a révélé que de nombreuses autres opérations sont prises en charge dans le cadre des programmes sectoriels, sachant que la wilaya accorde à ce projet une grande importance au vu de sa dimension environnementale et économique dans la promotion du tourisme.

EGYPTE

Accident de train dimanche en Egypte: 23 morts selon un nouveau bilan

Vingt-trois personnes ont été tuées et plus de 130 blessées dimanche dans le déraillement d'un train au nord du Caire, a annoncé mardi le parquet dans un nouveau bilan.

Le procureur général a "ordonné l'arrestation de 23 personnes accusées d'implication dans l'accident", en citant entre autres "la négligence" et "le non respect des lois et règlements", selon un communiqué officiel.

Cet accident a causé la mort de 23 personnes et blessé 139, a ajouté la même source.

Un précédent bilan faisait état de 11 morts et de 98 blessés.

L'accident était survenu trois semaines après une autre collision ferroviaire



meurtrière en Egypte. Selon les autorités, des wagons du train qui se rendait du Caire à Mansoura, à 130 km plus au nord, ont déraillé dimanche au niveau de la cité agricole de Toukh.

Les causes de l'accident n'ont pas été précisées et l'enquête se poursuit.

Mardi, le ministre des Transports Kamel al-Wazir a limogé le chef de l'Autorité nationale des Chemins de fer Achraf Raslan après de multiples accidents ferroviaires meurtriers.

ETATS-UNIS

Une personne tuée et deux autres blessées lors d'une fusillade à New York

Une personne a été tuée et deux autres blessées lors d'une fusillade dans une épicerie de Long Island, dans l'Etat de New York mardi et les enquêteurs sont à la recherche du tireur, a indiqué la police locale.

La fusillade a eu lieu dans un bureau d'une épicerie Stop & Shop à West Hempstead, à Long Island, dans l'Etat de New York, selon la police.

"La personne impliquée dans la fusillade est Gabriel DeWitt Wilson, âgé de 30 ans", a tweeté le département de police du comté de Nassau, ajoutant qu'il a été vu pour la dernière fois se dirigeant vers l'ouest sur Hempstead Turnpike, portant une casquette de baseball noire et un sweat-shirt noir.

Le commissaire de police du comté de Nassau, Patrick Ryder, a déclaré que la personne recherchée était un employé du magasin, mais qu'il n'était pas clair s'il était encore employé au moment de la fusillade.

Des témoins ont dit à la police qu'il avait une petite arme de poing.

Le motif de l'attaque est toujours en cours d'investigation, a déclaré M. Ryder. Les écoles voisines ont été informées qu'elles devaient être bouclées, et les autorités ont demandé aux habitants de rester chez eux.

1.700 détenus libérés à l'occasion du Ramadan

L'Egypte a libéré mardi 1.686 détenus à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, a annoncé le ministère égyptien de l'Intérieur.

Il s'agit là d'une tradition qui voit le

chef de l'Etat accorder une grâce à des détenus considérés comme libérables, a-t-il rappelé.

Ces grâces sont généralement accordées lors de fêtes religieuses ou de la fête

nationale. La Constitution confère au président le pouvoir de gracier des détenus condamnés à certains crimes, sauf pour terrorisme, trafic d'armes ou d'héroïne ou encore crime d'honneur.

CHILI

Deux vétérinaires poursuivis pour avoir administré des vaccins contre le coronavirus canin à 75 personnes

Une enquête a été ouverte par la justice contre deux vétérinaires chiliens qui auraient administré des vaccins contre le coronavirus canin à au moins 75 personnes dans les mois qui ont précédé l'arrivée des vaccins développés pour l'homme, ont indiqué mardi des responsables de la santé.

Les deux vétérinaires auraient administré les vaccins développés contre le coronavirus canin, qui n'est

pas le même que le virus SRAS-CoV-2 responsable de la pandémie mondiale, à des habitants de la ville de Calama, dans le nord du Chili.

Des responsables sanitaires en visite en septembre dans une clinique vétérinaire de la ville ont eu des premiers soupçons en voyant les employés travailler sans masque.

Interrogés, ceux-ci ont affirmé avoir été vaccinés par un vétérinaire local. Les pre-

miers vaccins Covid-19 ne sont arrivés au Chili que quelques mois plus tard, en décembre. L'enquête a démontré qu'un autre vétérinaire de la ville avait administré le vaccin canin à d'autres personnes. "C'est très dangereux", a déclaré la secrétaire à la santé de la région d'Antofagasta, Rossana Diaz, à la chaîne de télévision 24horas. "Il y a des études qui disent que les effets chez l'homme peuvent être locaux,

comme une irritation... ou systémiques", a-t-elle ajouté.

Ces deux affaires ont été révélées cette semaine lorsque des responsables de la santé ont signalé à la justice que les vétérinaires n'avaient pas payé les amendes qui leur avaient été infligées.

L'autorité de santé publique a déclaré qu'au moins 75 personnes, dont des personnels de santé et des mineurs, avaient reçu les vaccins pour chiens.

CLIMAT

43 banques s'engagent à la neutralité carbone d'ici à 2050

43 banques internationales se sont engagées sous la houlette de l'ONU pour atteindre la neutralité carbone "d'ici à 2050 ou plus tôt", a annoncé mercredi l'initiative financière de l'ONU pour l'environnement (UNEP FI).

Cette "Net-Zero Banking Alliance" s'inscrit dans le cadre de la "Glasgow Financial Alliance for Net Zero" présidée

par Mark Carney, envoyé spécial de l'ONU pour le climat et l'un des organisateurs de la COP 26, qui se tiendra à la fin de l'année à Glasgow, en Ecosse. Tous les établissements signataires se sont engagés, entre autres, à aligner leurs portefeuilles d'investissements et de crédits avec un objectif de neutralité carbone "d'ici à 2050 ou plus tôt", et à se donner

des objectifs intermédiaires à 2030 au plus tard. "Tous les objectifs seront régulièrement révisés afin de garantir leur cohérence avec les données scientifiques les plus récentes", a signalé l'UNEP FI. Selon l'instance de l'ONU, les assureurs et réassureurs sont actuellement en train de plancher sur une initiative identique.

ONU

Environ dix millions de personnes au Honduras, Guatemala et Salvador ont besoin d'une aide humanitaire

Environ 10 millions de personnes au Honduras, au Guatemala et au Salvador, soit 30% de la population totale des trois pays, ont besoin d'une aide humanitaire, ont affirmé mardi plusieurs hauts responsables de l'ONU, en appelant à augmenter les dons pour ces pays d'Amérique centrale.

L'insécurité alimentaire se développe dans ces pays déjà touchés par une violence chronique, les conséquences d'ouragans, le réchauffement climatique et la pandémie de Covid-19, a indiqué le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les Affaires humanitaires, Mark Lowcock, lors d'une visio-conférence sur la situation humanitaire dans la région. "Aujourd'hui, on

estime à 10 millions le nombre de personnes -- soit 30% de la population totale dans les trois pays -- qui ont besoin d'une aide humanitaire", a-t-il dit.

"Dans la seule région d'Amérique centrale, le nombre de personnes qui se dirigent littéralement vers la famine a quadruplé, passant de deux à huit millions", a relevé pour sa part David Beasley, patron du Programme alimentaire mondial. Selon les projections actuelles, "des millions de familles ne pourront tout simplement pas se nourrir" cette année dans les trois pays, a estimé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, en évoquant "une crise humanitaire".

CHILI

Un projet de loi autorisant l'euthanasie approuvé par les députés

La chambre basse du Parlement chilien a approuvé mardi un projet de loi autorisant l'euthanasie qui doit être renvoyé devant le Sénat, un sujet sensible en Amérique latine très majoritairement catholique et pro-vie. Présenté au Parlement il y a sept ans par des législateurs de l'opposition de centre-gauche, le projet de loi donnerait aux patients en phase terminale le droit de décider de la manière dont ils souhaitent mettre fin à leur vie, que ce soit par des soins palliatifs ou par euthanasie. Ce droit ne pourrait être invoqué que par les personnes âgées de 18 ans ou plus atteintes "d'une maladie incurable, irréversible et évolutive, sans possibilité de réponse aux traitements curatifs et avec une durée de vie limitée", précise le projet de loi adopté à l'unanimité mardi.

Le patient doit être conscient et sain d'esprit pour demander l'euthanasie, ou avoir laissé un testament indiquant explicitement son désir au préalable.

AFRIQUE DU SUD

Mort d'un braconnier présumé piétiné par des éléphants

Un braconnier présumé est mort pendant le weekend, après avoir été piétiné par un troupeau d'éléphants alors qu'il tentait de fuir des rangers avec deux complices, dans le parc Kruger en Afrique du Sud, rapportent lundi des médias, citant le département des parcs (SanPark).

Le corps d'un homme "piétiné", a été découvert dimanche, a déclaré le porte-parole de SanPark, Isaac Phaahla.

Samedi, les gardes du parc national ont repéré des hommes suspectés d'être des braconniers lors d'une patrouille et se sont lancés à leur poursuite. "La personne tuée et ses complices fuyaient les rangers lorsqu'ils ont rencontré un troupeau d'éléphants en période de reproduction", ont expliqué les autorités des parcs dans un communiqué, repris par des médias. Dans leur fuite, ils "ont laissé tomber une hache et un sac contenant des provisions", ajoute SanPark. Selon M. Phaahla, ces hommes chassaient vraisemblablement les rhinocéros dans le parc naturel protégé. Les rangers ont réussi à arrêter un membre du trio. Le troisième suspect, toujours recherché, aurait été blessé à l'oeil. Un fusil a également été retrouvé. La police a ouvert une enquête. L'Afrique du Sud, qui abrite près de 80% de la population de rhinocéros de la planète, a vu le nombre de spécimens tués diminuer pour la sixième année consécutive.

ARGENTINE

Greenpeace salue la lutte des paysans contre le défrichement des forêts

A l'occasion de la Journée internationale de la lutte paysanne, l'ONG de défense de la nature Greenpeace-Argentine a salué la lutte des paysans contre le défrichement des forêts.

Greenpeace salue particulièrement la mémoire des 19 paysans sans terre tués dans le "massacre d'Eldorado dos Carajás" au Brésil et de nombreuses autres victimes assassinées dans les jungles, les montagnes et les plaines d'Amérique du sud. L'ONG insiste sur le droit à la terre de ces paysans, comme base de leur vie, c'est pourquoi depuis plus de 25 ans, dit-elle, nous partageons le slogan "pas un hectare défriché de plus". Greenpeace note enfin que c'est l'existence de ces paysans qui convainc de la possibilité d'une harmonie entre l'environnement et l'activité humaine.

SIDI BEL-ABBÈS Stabilité des cas d'atteinte du coronavirus constatée

La wilaya de Sidi Bel-Abbès enregistre une stabilité dans les cas d'atteinte du coronavirus eu égard à la baisse de la moyenne des cas hospitalisés au niveau de l'établissement public de santé de proximité "Dahmani Slimane" spécialisé dans la prise en charge des cas de Covid-19, a affirmé lundi le directeur local de la santé et de la population, Fodhil Bouchaour.

Dans un point de presse consacré aux mesures de confinement sanitaire partiel imposé à la wilaya, le directeur du secteur a souligné que la situation épidémiologique "est maîtrisée et le nombre de cas atteints de la Covid-19 a baissé de même que celui des cas de décès", signalant que les cas hospitalisés sont seulement au nombre de 10 dont quatre sont en soins intensifs. "Malgré la stabilité et la maîtrise de la situation épidémiologique dans la wilaya, le coronavirus est parmi nous, ce qui nécessite toujours de la prudence et le respect des mesures préventives portant sur le port du masque et éviter les rassemblements", a indiqué M. Bouchaour.

A une question sur la possibilité de la levée du confinement sanitaire partiel imposé à la wilaya, surtout suite au mouvement de protestation organisé par certains commerçants revendiquant la levée du confinement sanitaire à Sidi Bel-Abbès, le directeur local de la santé et de la population a souligné que "la décision revient à la commission scientifique chargée du suivi de l'évolution des cas de Covid-19, la seule instance habilitée à trancher sur le sujet sur la base d'indices portant sur le nombre de nouveaux cas enregistrés par jour".

La wilaya de Sidi Bel-Abbès dispose d'un laboratoire de dépistage du coronavirus au niveau du CHU Abdelkader Hassani et deux laboratoires privés, a-t-il fait savoir, expliquant que les données fournies par ces laboratoires déterminent les indices sur lesquels la poursuite ou la levée du confinement sanitaire partiel sont décidées.

Dans ce contexte, il a indiqué que pendant la période du 15 janvier au 15 février, une moyenne quotidienne de plus de 40 cas confirmés était signalée "ce qui a fait entrer la wilaya de Sidi Bel-Abbès parmi les wilayas concernées par le confinement".

Concernant la vaccination contre la Covid-19, le même responsable a révélé que l'opération se déroule dans de "bonnes conditions", signalant qu'à ce jour 3.238 doses ont été administrées aux citoyens et qu'aucun problème n'a été enregistré au niveau de toutes les cliniques désignées pour l'opération. La wilaya de Sidi Bel-Abbès a obtenu trois lots de vaccin dont deux d'Astra Zeneca et un lot de Sinopharm.

A noter que le wali de Sidi Bel Abbès, Mustapha Limani, a insisté, dimanche soir lors d'une réunion du comité d'Etat multisectoriel de suivi de la pandémie de Coronavirus, sur la nécessité de resserrer les mesures préventives pour assurer un cordon préventif efficace qui empêchera la déclaration de quelconque foyer de cette épidémie.

S'agissant des mesures et dispositions du confinement décidées par les autorités suprêmes du pays, le wali a rassuré que les autorités locales "sont à pied d'œuvre pour circonscrire ce phénomène épidémique et ceci donnera lieu nécessairement à la levée des mesures prises en cas de confirmation de l'absence des causes et risques de l'épidémie".

BILAN DU CORONAVIRUS 182 nouveaux cas, 129 guérisons et 7 décès

Cent quatre-vingt-deux (182) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 129 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 120.174 dont 182 nouveaux cas, celui des décès à 3172 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 83765 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 5 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen



vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

DON DE SANG Un nombre considérable de donneurs aux temps du Coronavirus

Le chef du centre d'hémodiagnostic et de transfusion sanguine (CTS) au CHU Mustapha Pacha, Pr.

Issam Frikaa, a affirmé que le don de sang au niveau du centre avait enregistré une "importante" hausse durant la propagation du nouveau coronavirus en dépit du confinement sanitaire et des gestes barrières adoptés par les hôpitaux outre l'absence des moyens de transport et d'autres obstacles.

Dans une déclaration à l'APS, M. Frikaa a indiqué que "malgré les conditions difficiles en raison de la pandémie de Covid-19, des mesures de confinement sanitaire adoptées par les hôpitaux et de l'absence des moyens de transport notamment à Alger, le CTS relevant du CHU Mustapha Bacha a enregistré une hausse en matière de don de sang en 2020", saluant cet élan de solidarité.

A ce propos, le même responsable a souligné que 39% du volume collecté par le centre étaient destinés aux services de chirurgie et de gynécologie, aux patients atteints de maladies du sang (femmes enceintes, transfusion, dialyse, transfusion exsanguino in utero) et aux personnes ayant subi de graves accidents nécessitant de grandes quantités de ce liquide vital.

Et d'ajouter que le CTS a reçu près de 19.000 donneurs en 2020, un chiffre important, selon M. Frikaa, ce qui témoigne de « la confiance des donneurs en le staff médical du CTS et du respect des gestes barrières mises en place à leur faveur en sus de leur conscience de l'importance de cette opération en ces circonstances sanitaires difficiles ». Le CTS de Mustapha Bacha n'a pas manqué d'as-

surer ce liquide vital à ceux dont ils avaient besoin à l'image des centres de Blida durant le confinement sanitaire total et ce, grâce aux donneurs réguliers et occasionnels.

Pour la deuxième année consécutive, le mois sacré coïncide avec la propagation de la pandémie de Coronavirus, a-t-il rappelé.

Malgré l'allègement des mesures de confinement par les pouvoirs publics, la situation «reste très difficile pour les donneurs», notamment dans les wilayas encore confinées, a-t-il estimé soulignant la disponibilité permanente du Centre de Mustapha Pacha à recevoir les donneurs pendant la journée et après l'iftar jusqu'à minuit.

Le Centre de Mustapha Pacha reçoit environ 100 donneurs par jour pendant le mois sacré. Durant les premiers jours du mois sacré le même centre a reçu entre 90 et 100 donneurs (120 donneurs dimanche), selon le même responsable.

Ce nombre demeure, malgré l'affluence permanente des donneurs, "très faible" par rapport aux besoins des patients, a-t-il estimé appelant les citoyens à faire des dons de sang pendant ce mois sacré.

Par ailleurs, le professeur Frikaa a fait observer que la plate-forme numérique lancée par le CHU de Mustapha Pacha en mars 2020 pour fixer des rendez-vous aux donneurs avait grandement facilité "cette opération non seulement pour les responsables du centre, mais aussi pour les donneurs, en gagnant du temps dans l'enregistrement des coordonnées des donneurs auxquels une « prise en charge particulière » est réservée.

La situation difficile due à l'épidémie de Coronavirus a également été une «motivation» pour le lancement par le centre de nouvelles techniques, à l'instar de la technique de suspension des germes et virus, notamment dans le plasma et les plaquettes, et la détection de déséquilibres génétiques dans le domaine du cancer de l'enfant en sus de l'amélioration du suivi et de la qualité.

Le CTS a veillé à conserver un stock considérable de sang durant le ramadhan vu le nombre réduit des donateurs en ce mois, à travers l'organisation de pré-campagnes de don de sang dans les zones industrielles d'Alger, selon M. Frikaa. Ce stock reste toutefois « insuffisant » vu la durée réduite d'utilisation du sang, ce qui exige un approvisionnement constant de la banque du centre, notamment pour ce qui est des plaquettes et de groupes sanguins.

60 % des quantités de sang collectées par le centre sont destinées aux cas urgents, dont une partie est réservée aux groupes sanguins rares et l'autre aux besoins des hôpitaux des alentours.

Les besoins liés aux groupes sanguins et aux plaquettes constitue un défi majeur pour les superviseurs du centre.

Une seule plaquette de sang à assurer à un malade exige six bénévoles, alors que le prélèvement par cytophérèse nécessite un seul donneur qui peut assurer les plaquettes à deux malades en même temps. Des années avant la propagation du virus, le centre accueillait 2400 donateurs/mois et faisait le tri des demandes quotidiennement pour améliorer l'organisation et la gestion du sang et de ses dérivés, a-t-il indiqué.

De son côté, le président de la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS), Gharbi Kaddour a appelé tous les citoyens âgés entre 18 et 65 ans se trouvant en bonne santé à se rapprocher des centres de transfusion sanguine pour faire don de leur sang au profit d'enfants atteints de cancer, de malades devant subir une opération chirurgicale, de femmes devant accoucher et de personnes ayant subi un accident de la circulation. Précisant que ces centres «disposent de tous les moyens de prévention contre le coronavirus et les maladies contagieuses», il a fait savoir que le donneur bénéficie d'analyses médicales gratuites et d'une carte de groupe, considérant que la contribution des citoyens au don de sang peut se faire en guise d'aumône.

APS

STRUCTURES DE SANTÉ

Retard dans l'inauguration d'un hôpital de 320 lits à Touggourt : une délégation du ministère de la Santé sur place

Une délégation du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière s'est rendue, mardi, dans la wilaya de Touggourt pour enquêter sur les raisons qui ont retardé l'inauguration d'un hôpital de 320 lits, a indiqué un communiqué du ministère.

"Sur instruction du Ministre de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, le professeur Abderrahmane Benbouzid, une importante délégation de l'administration cen-

trale composée de l'inspecteur général, du directeur général des services de la santé et de la réforme hospitalière, et du directeur des études et de la planification, s'est rendue mardi dans la wilaya de Touggourt "pour enquêter sur les causes du retard accusé dans l'inauguration d'un hôpital de 320 lits", a souligné le communiqué.

Cette délégation examinera les raisons du retard inexplicable dans la livraison du projet dont les travaux de réalisation lan-

cés il y a plusieurs années, ont atteint un stade très avancé", précise la même source ajoutant que "cet hôpital d'une capacité d'accueil de 320 lits, ouvrira des perspectives prometteuses pour la région, notamment en évitant aux malades de la wilaya de se déplacer vers les wilayas".

L'enquête permettra de déterminer les responsabilités, précise le communiqué soulignant que des mesures fermes seront prises.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 3.046.134 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 3.046.134 décès dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi mercredi par des médias à partir de sources officielles.

Plus de 142.838.730 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. Sur la journée de mardi, 14.019 nouveaux décès et 787.411 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 3.321 nouveaux morts, l'Inde (2.023) et les Etats-Unis (750). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 568.470 décès pour 31.793.048 cas recensés,



selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 378.003 morts et 14.043.076 cas, le Mexique

avec 213.048 morts (2.311.172 cas), l'Inde avec 182.553 morts (15.616.130 cas), et le Royaume-Uni avec 127.307 mort s (4.393.307 cas).

Parmi les pays les plus

durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 268 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (265), la Bosnie-Herzégovine (245), le Monténégro (229) et la Bulgarie (222).

L'Europe totalisait 1.033.772 décès pour 48.466.671 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 873.205 décès (27.464.329 cas), les Etats-Unis et le Canada 592.177 décès (32.929.652 cas), l'Asie 303.152 décès (22.080.089 cas), le Moyen-Orient 124.213 décès (7.407.425 cas), l'Afrique 118.586 décès (4.448.710 cas), et l'Océanie 1.029 décès (41.859 cas).

INDE

Record de plus de 2.000 morts en 24 heures

L'Inde a enregistré mercredi plus de 2.000 décès dus au Covid-19 et près de 300.000 nouveaux cas en 24 heures, ce qui représente l'un des bilans quotidiens les plus élevés au monde depuis le début de la pandémie, selon des données officielles.

Les chiffres du ministère de la Santé indiquent que 295.000 nouveaux cas ont été recensés ces dernières 24 heures, portant le total à 15,6 millions de

contaminations en Inde. Un total de 2.023 décès ont été enregistrés, portant le bilan total de la pandémie à 182.553 morts dans le pays.

Dans une allocution télévisée mardi soir, le Premier ministre indien Narendra Modi a demandé à ses compatriotes d'en faire davantage face au coronavirus afin d'éviter de nouveaux confinements dans le pays, en proie à une grave crise sanitaire liée à une viru-

lente deuxième vague épidémique.

Dans cette première intervention télévisée depuis l'explosion du nombre des contaminations, M.

Modi a reconnu que l'Inde, pays de 1,3 milliard d'habitants, livrait "une nouvelle fois une grosse bataille".

"La situation était sous contrôle il y a quelques semaines encore et la deuxième vague est arrivée comme un ouragan", a-t-il dit.

IRAN

25.492 nouveaux cas d'infection en 24 heures

Le ministère iranien de la Santé a annoncé mardi avoir recensé 25.492 cas supplémentaires d'infection au nouveau coronavirus, portant le total national à 2.286.927.

L'épidémie a jusqu'à présent coûté la vie à 67.525 personnes, après le signalement de 395 décès supplémentaires ces dernières 24 heures, a ajouté sa porte-parole, Sima Sadate Lari, lors d'un point de presse quotidien. Au total, 1.810.531

personnes ont guéri de la maladie, tandis que 4.911 restent dans les services de soins intensifs, a-t-elle dit, ajoutant que plus de 14,6 millions de tests de dépistage avaient été effectués à travers le pays.

Le président Hassan Rohani a affirmé mardi que son gouvernement entendait lancer une campagne nationale de vaccination.

CHINE

Plus de 195 millions de doses de vaccins administrées

Environ 195,02 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées à travers la Chine à la date de lundi, a déclaré mardi la Commission nationale de la santé. La partie continentale de la Chine a signalé lundi un nouveau cas local de COVID-19 dans la pro-

vince chinoise du Yunnan, et neuf nouveaux cas importés. Pour s'assurer que la vaccination dans le pays soit facile et efficace, la Chine a pris un certain nombre de mesures, telles que la mise en place de véhicules mobiles de vaccination qui offrent un point de service unique d'en-

registrement, de désinfection et de vaccination. La Chine vise à vacciner 70% à 80% de sa population entre la fin de cette année et le milieu de l'année prochaine, selon Gao Fu, directeur du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies.

EUROPE

Feu vert au vaccin Johnson & Johnson

Pour l'Agence européenne des médicaments, le vaccin Johnson & Johnson contre le Covid-19, sur lequel comptent de nombreux pays pour accélérer les campagnes d'immunisation, peut être employé, en raison d'un rapport bénéfiques/risques favorable.

Dans une décision rendue mardi, le régulateur européen a estimé que les caillots sanguins qui sont survenus chez quelques personnes vaccinées devraient être répertoriés comme effet secondaire "très rare" de ce vaccin. "L'EMA trouve un lien possible avec de très rares cas de caillots sanguins inhabi-

tuels associés à des plaquettes sanguines basses", a déclaré l'Agence, ajoutant que cela "confirme que le rapport bénéfices-risques global reste positif".

Le directeur financier de Johnson and Johnson (J&J) avait auparavant affirmé que le laboratoire restait "entièrement confiant" concernant son vaccin et espérait trouver "très bientôt" une solution avec les régulateurs sur son utilisation, actuellement suspendue en Europe et aux Etats-Unis.

Cette décision était très attendue par plusieurs pays européens, dont la France, qui comptent sur le vaccin

J&J, ayant l'avantage de ne requérir qu'une seule dose,

pour accélérer leur campagne d'immunisation.

VACCINS

L'Argentine, premier d'Amérique latine à produire le russe Sputnik V

Le président Alberto Fernandez s'est félicité mardi que l'Argentine devienne le premier pays en Amérique latine à produire le vaccin russe Sputnik V, après un transfert de technologies vers un laboratoire privé. "Nous sommes très enthousiastes. Ce sera une grande occasion de faire avancer la lutte contre la pandémie non seulement en Argentine mais aussi en Amérique latine", a déclaré M. Fernandez.

Le Fonds russe d'investissement direct (RDIF) avait un peu plus tôt annoncé dans un communiqué un accord avec le laboratoire privé argentin Richmond pour produire le Sputnik V à partir de juin.

RUSSIE

Poutine vise l'immunité collective à l'automne

Le président russe Vladimir Poutine a indiqué mercredi viser une immunité collective contre le Covid-19 en Russie à l'automne, saluant la "véritable percée" scientifique de son pays avec la création de trois vaccins.

"La vaccination a aujourd'hui une importance capitale (...) pour permettre à l'immunité collective de se développer à l'automne", a déclaré M. Poutine lors de son grand discours annuel sur l'état de la Nation.

"Nos scientifiques ont fait une véritable percée. La Russie dispose désormais de trois vaccins fiables contre le coronavirus", dit son injection phare, le Sputnik V, a-t-il ajouté.

Notant la "retenue" de ses compatriotes qui ont "respecté des mesures de précaution épuisantes", M. Poutine les a appelés à se faire vacciner.

Le président Poutine a également dit vouloir "garder toutes les frontières sous contrôle pour ralentir la propagation" du virus.

Le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a relevé une dégradation de la situation épidémiologique dans la capitale russe.

M. Sobianine a dit vouloir lancer "un programme de stimulation de la vaccination des personnes âgées" pour éviter de mesures de confinement dures comme en Europe.

Moscou a enregistré quelque 2.000 nouveaux cas quotidiens d'infection au coronavirus ces derniers jours. Pour protéger l'économie, la capitale et le reste du pays n'ont pas introduit de confinement lors de la seconde vague qui a frappé la Russie de plein fouet à l'automne 2020.

Selon l'institut Gamaleïa, qui a créé le vaccin Sputnik V, 3,8 millions de personnes pour un pays de 146 millions d'habitants ont reçu les deux doses.

Le gouvernement russe a confirmé mercredi 106.706 décès en Russie.

FRANCE

La famille d'un septuagénaire mort 12 jours après un vaccin dépose plainte

Une plainte contre X pour homicide involontaire a été déposée à Dax (sud-ouest de la France) par les proches d'un septuagénaire décédé d'un arrêt cardio-respiratoire 12 jours après une injection de vaccin Pfizer, selon l'avocat de la famille et du parquet.

La famille souhaite que son corps soit exhumé et qu'une autopsie soient menées car elle "se pose des questions" après le décès soudain de cet homme de 75 ans qui n'avait "aucun antécédent médical" et était "très actif", a expliqué leur avocat Me Paul Latouche, du barreau de Paris.

Les plaignants "ne sont pas dans une démarche accusatrice ou complottiste" et "ne présupposent rien", ils "ne disent pas que c'est le vaccin Pfizer qui est à l'origine du décès", a-t-il précisé.

Ils souhaitent "qu'on puisse dans la mesure du possible en expliquer la cause, dans un contexte où rien ne laissait présager cet arrêt cardio-respiratoire".

Cet homme, dont la famille souhaite protéger l'identité, est mort le 15 février à son domicile alors qu'il jardinaît, selon Me Latouche.

Son corps a immédiatement été transporté au funérarium et il a été enterré quatre jours plus tard.

"Aucune expertise médicale n'a été menée sur le corps du défunt", a dit l'avocat.

"Il est beaucoup trop tôt pour dire qu'il y a un lien de causalité mais on a une famille qui s'interroge et un corps déjà enterré."

On souhaite récupérer des éléments pour que la famille ait des réponses.

La temporalité pose question." Le procureur de Dax Rodolphe Jarry a confirmé avoir reçu une telle plainte vendredi et indiqué qu'une enquête préliminaire allait être ouverte, confiée à la section de recherches de Pau.

"La plainte demande de vérifier un éventuel lien entre ce décès et le fait que douze jours plus tôt il avait reçu une première dose du vaccin Pfizer" contre le Covid-19, a expliqué le procureur, confirmant qu'une exhumation du corps de cet homme né en 1945 était demandée par les plaignants.

INTESTINS IRRITABLES

COMMENT LES SOULAGER PENDANT ET APRÈS LA CRISE?

Stress, fatigue ou changements hormonaux ont tendance à fragiliser les intestins hypersensibles. Pour soulager vos maux de ventre, découvrez le programme spécial intestins irritables de Florence Solsana-Guillem, médecin nutritionniste diplômée de psychosomatique médicale.

La flore intestinale (appelée microbiote) ne contient pas moins de 2 kg de micro-organismes bactériens, levures... qui vivent naturellement en harmonie, autrement dit en symbiose. Cependant, une alimentation déséquilibrée, la prise de médicaments ou encore le stress peuvent modifier l'équilibre naturel de ces microorganismes. En cas de déséquilibre (on parle alors de dysbiose), certaines personnes vont présenter une forte douleur abdominale associée à des diarrhées chroniques tandis que d'autres vont souffrir de constipation.

Autant de troubles digestifs qui gâchent les journées des personnes aux intestins hypersensibles. Pour soulager cette hypersensibilité viscérale, le Dr Florence Solsana, médecin nutritionniste et auteure de Recettes bien-être pour intestins fragiles (Ed. Larousse) propose un programme "avant, pendant et après" la crise.

INTESTINS IRRITABLES : QUE FAIRE EN PÉRIODE DE CRISE

Pour atténuer les symptômes et calmer l'inflammation, on commence par supprimer le tabac, l'alcool et le café, qui augmentent les spasmes intestinaux. On limite aussi les crusodés et les chewing-gums, qui contribuent aux douleurs abdominales. Enfin, pour offrir de vraies vacances à notre intestin, on ne mange que des aliments très faciles



à digérer. Jusqu'à ce que les douleurs aient disparu.

INTESTINS IRRITABLES : CE QU'ON DOIT FAIRE APRÈS LA CRISE

Lorsque les douleurs et les ballonnements ont disparu, offrez encore deux à trois jours de repos à

votre intestin avant de réintroduire progressivement les aliments plus irritants. L'idéal, pour que la digestion se passe plus facilement et pour pouvoir identifier les aliments que vous supportez et ceux que vous devez limiter, est de réintroduire un aliment par jour.

Commencez par les légumes les

moins riches en fibres : salade, carottes, blancs de poireau, haricots verts, asperges, épinards et betteraves rouges cuites, tomates pelées et épinards cuits.

Réintroduisez progressivement les crusodés, râpés très finement et sans la peau. Réintroduisez ensuite

les fruits. Choisissez les bien mûrs et évitez ceux qui contiennent de petites graines (kiwis, framboises).

En dernier lieu, ajoutez les produits céréaliers riches en fibres et les légumes secs.

COMMENT FAIRE POUR ÉVITER LES CRISES ?

Pour vivre en bonne intelligence avec son microbiote, il ne suffit pas de choisir de bons aliments, faciles à digérer. Il faut également modifier son comportement et adopter une nouvelle hygiène de vie :

Prenez le temps de vous installer au calme pour manger, assise à table, le dos bien droit. Pas dans le canapé, dans une position peu confortable avec une bonne digestion.

Mastiquez bien car la digestion d'aliments insuffisamment mastiqués demande plus de travail à l'estomac et donne lieu à des fermentations, donc des ballonnements douloureux.

Buvez deux grands verres d'eau avant chaque repas car une bonne hydratation permet de bien saliver. C'est primordial car la salive permet de limiter l'acidité gastrique, sans compter que l'eau fait gonfler les fibres alimentaires et facilite leur progression dans l'intestin.

Terminez le repas par une tisane de mélisse (vous trouverez la recette ici). Si vos ballonnements sont liés au stress, alternez avec une tisane d'aubépine ou de valériane.

BALLONNEMENTS : CE N'EST PAS FORCÉMENT UN INTESTIN IRRITABLE

Inconfortables et même parfois douloureux, les ballonnements ne touchent pas seulement les personnes qui souffrent du syndrome de l'intestin irritable. On fait le point sur les causes les plus fréquentes qui font gonfler le ventre et gargouiller vos intestins.

Contrairement à une idée reçue, les ballonnements n'arrivent pas seulement après un repas de famille un peu trop copieux. Mais ce ventre qui gonfle est dû au fait que votre corps n'arrive pas à décomposer correctement la nourriture que vous avez avalée. Cela crée alors des gaz qui s'accumulent dans votre estomac et dans les intestins, et qui transforment votre abdomen en ballon de baudruche.

Ce type de gêne abdominale, qui touche deux fois plus de femmes que d'hommes, peut surgir à tout moment et parfois dures heures, sans qu'aucun médicament anti-acide ne parvienne à vous soulager. On fait le point sur ce qui peut provoquer ces douleurs abdominales.

Des ballonnements liés au stress

Lorsque le stress nous frappe durement, certains de nos organes réagissent en empêchant le sang de circuler librement dans la sphère digestive. Les conséquences se font alors sentir sur le transit, provoquant de la constipation, de la diarrhée ou des ballonnements. Mais le stress n'est pas le seul coupable. En effet, lorsque nous sommes anxieux, nous avons la fâcheuse habitude de mâcher du chewing-gum ou de boire des sodas gazeux, ce qui ne fait qu'ajouter de l'air dans l'estomac. Cet effet collatéral ne peut que vous inciter à trouver le bon moyen, pour combattre le stress autrement.

La déshydratation en cause

Tout comme le corps s'accroche à la graisse lorsqu'on se lance dans un régime draconien, il commence à retenir les fluides lorsqu'il est déshydraté. Et toute cette eau qui s'accumule dans le ventre provoque des ballonnements inconfortables. Donc, pour dégonfler, commencez par

boire de l'eau ou des tisanes à base d'anis étoilé. Mais évitez les boissons gazeuses, ce qui ne ferait qu'aggraver votre problème et ne buvez pas avec une paille car vous risquez d'avaler de l'air en même temps que votre breuvage.

Une mauvaise alimentation qui ballonne

Ce ne sont pas les aliments trop riches en graisses mais les aliments à forte capacité fermentescible qui favorisent la production de gaz intestinaux. C'est le cas des haricots, des choux de Bruxelles (alors que le chou-fleur est un ami de vos intestins !), du céleri, des pruneaux, des bananes, du germe de blé. Manger trop salé peut également provoquer de la rétention d'eau et vous donner le sentiment d'être gonflée. Enfin, si vous avez une alimentation riche en fibres mais que vous ne buvez pas assez, vous avez de grands risques d'irriter votre intestin.

Des médicaments qui irritent l'intestin

Dans la longue liste des effets indésira-

bles possibles de chaque médicament, la constipation, la diarrhée et les troubles intestinaux sont souvent en première ligne. C'est notamment le cas pour tous les traitements qui contiennent du lactulose et du sorbitol ainsi que les anti-diabétiques à base d'acarbose (comme le Glucor).

Si vous n'avez d'autre choix que prendre ces traitements, vous pouvez soulager les ballonnements à l'aide des médecines douces.

Avec l'acupression : chaque jour, à l'aide du pouce et de l'index, appuyez sur l'angle que forment le pouce et l'index de l'autre main, pendant deux minutes.

Avec les huiles essentielles : préparez un mélange, à parts égales, d'huiles essentielles de carvi, de coriandre et de muscade. Avec une quinzaine de gouttes de ce mélange, frictionnez-vous l'abdomen, dans le sens des aiguilles d'une montre. Procédez ainsi après chaque repas, en cure de 3 semaines.

VENTRE GONFLÉ 12 ALIMENTS À ÉVITER

Ventre gonflé, flatulences... Si vous souffrez de ballonnements mieux vaut éviter certains aliments. Voici les principaux.

Comment utiliser le charbon végétal ?

Utilisé depuis peu par les cuisiniers pour la belle couleur noir ébène qu'il donne aux recettes, le charbon végétal est surtout prisé en médecine naturelle pour ses propriétés digestives et purifiantes. En cas de ballonnements ou de gastro, le charbon végétal activé fait des merveilles.

CHARBON VÉGÉTAL - QU'EST-CE QUE C'EST EXACTEMENT ?
Le charbon végétal est issu de la calcination, sans air et à haute température (600-900 °C), de bois ou de coques de noix de coco. Une seconde calcination, en présence de vapeur d'eau, d'air ou de gaz oxydants, augmente sa capacité d'absorption. On dit alors qu'il est "actif". Le charbon "super-actif" a été calciné plus longtemps, ce qui augmente encore la surface d'absorption et donc son efficacité. S'il est connu depuis l'antiquité pour ses propriétés assainissantes, c'est en 1913 qu'un chimiste français démontre son action antiparasitaire en avalant de l'arsenic mélangé de charbon, sans mettre en péril sa santé !

QUEL CHARBON ACTIF ?
On le trouve vendu sous forme de poudre ou de gélules. "Je préfère la poudre pure, active directement", indique Sarah Juhasz, ingénieure en génie biologique et naturopathe. "Les gélules sont faites d'encapsulopelles souvent à base de gélatine animale et d'additifs. On les garde en dépannage quand on n'est pas chez soi. Concernant l'origine des bois (hêtre, bouleau, bambou...), "les effets sont différents selon les personnes. On peut en essayer plusieurs pour voir lequel nous convient le mieux", conseille la naturopathe.

COMMENT ÇA FONCTIONNE ?
"Le charbon actif traverse le tube digestif en piégeant les substances indésirables, ajoute Sarah Juhasz. Gaz issus de la fermentation, résidus de pesticides, mauvaises bactéries, additifs, métaux lourds... sont alors éliminés dans les selles." Il est donc conseillé en cas de diarrhées, ballonnements, gastro-entérite, brûlures d'estomac, intoxication alimentaire... "Il est efficace aussi contre la mauvaise haleine et aide à lutter contre l'excès de graisses dans le sang", ajoute l'expert. Et comme il absorbe les médicaments, il ne faut pas les prendre en même temps, mais 2 ou 3 heures après. Si vous prenez un médicament tous les matins, prenez le charbon actif à l'heure du déjeuner.

COMMENT L'UTILISER ?
En cas de drainage à raison de 2 cuillerées à café diluées dans un grand verre d'eau ou un yaourt au soja, avant chaque repas, pendant 15 jours. "On peut aussi le prendre ponctuellement, après les fêtes par exemple, indique Sarah Juhasz, à raison de 1 cuillerée à soupe dans un grand verre d'eau le matin à jeun." Comme le charbon végétal peut favoriser la constipation, on boit beaucoup en même temps. En cuisine, sans goût ni odeur, pendant 15 jours. "On peut aussi le prendre ponctuellement, après les fêtes par exemple, indique Sarah Juhasz, à raison de 1 cuillerée à soupe dans un grand verre d'eau le matin à jeun." Comme le charbon végétal peut favoriser la constipation, on boit beaucoup en même temps. En cuisine, sans goût ni odeur, pendant 15 jours. "On peut aussi le prendre ponctuellement, après les fêtes par exemple, indique Sarah Juhasz, à raison de 1 cuillerée à soupe dans un grand verre d'eau le matin à jeun." Comme le charbon végétal peut favoriser la constipation, on boit beaucoup en même temps. En cuisine, sans goût ni odeur, pendant 15 jours.

Le ballonnement abdominal est un symptôme fréquent, surtout chez les femmes. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de cette sensation de ventre gonflé, dont une production excessive de gaz dans l'intestin ou un déséquilibre de la flore intestinale. L'éviction de certains aliments permet d'améliorer la situation. Évitez de consommer des aliments très fermentescibles comme les haricots secs, chou de Bruxelles, oignon, prunelle, banane... Ces glucides ou sucres produisent du gaz sous l'effet de la flore intestinale. Pour limiter les ballonnements, il convient aussi de limiter la consommation d'aliments riches en matières grasses car les graisses sont difficiles à digérer, ce qui retarde l'évacuation du bulgastrostomie vers l'intestin et peut entraîner des ballonnements et flatulences. Troisième grande catégorie d'aliments à éviter en cas de ventre gonflé, les aliments riches en fibres insolubles comme les pains multi-céréales ou au son, les châtaignes, les fruits séchés... Les fibres insolubles sont en effet responsables de ballonnements car elles absorbent et retiennent l'eau, augmentant ainsi le volume des selles qui progressent plus rapidement dans l'intestin. Enfin, les boissons gazeuses entraînent aussi des gonflements. C'est également le cas d'aliments riches en fructose ou en lactose mal digérés par certaines personnes ou de sucres dits sans sucre car les édulcorants sont à l'origine de fermentations dans les intestins.

1/12 - Les crudités - L'été, les salades se déclinent en fonction de nos envies. Si vous souffrez de ballonnements, limitez un peu les crudités, plus difficiles à digérer. Pensez à mixer des légumes crus et des légumes cuits, par exemple des



haricots verts, des courgettes ou des aubergines.

2/12 - La mie de pain - Globalement, tous les aliments aérés (contenant beaucoup d'air) doivent être évités, comme les boissons gazeuses par exemple, la mie de pain, les soufflés, les glaces ou encore les meringues.

3/12 - Les boissons gazeuses - Les boissons gazeuses libèrent du gaz dans le tube digestif et favorisent donc les ballonnements. Si les boissons contiennent du fructose ou du sorbitol, deux sucres qui peuvent être mal digérés, c'est pire.

4/12 - Les choux de Bruxelles - La famille des choux (choux, choux-fleurs, choux de Bruxelles, brocolis...) tout comme les poireaux sont riches en fructanes. Ces sucres sont constitués de molécules de fructose reliées entre elles par des molécules non digérées. Comme ils ne sont pas digérés correctement, ils provoquent des gaz.

5/12 - Les frites - Les aliments frits et risottés sont riches en graisses qui stagnent longtemps au niveau de l'estomac. Cette digestion difficile se traduit par des ballonnements et des flatulences.

7/12 - Les fruits séchés - L'excès de fibres insolubles que l'on trouve dans les fruits séchés ou les pains au son par exemple est responsable de ballonnements et de flatulences.

8/12 - Les haricots secs - Les haricots secs renferment une forte teneur en raffinose. Ce sucre multiplie la production de gaz par 12 ce qui explique que la consommation de haricots secs cause des ballonnements. Pour faciliter la digestion des haricots secs, vous pouvez les tremper dans un peu de bicarbonate de sodium alimentaire pendant plusieurs heures avant de les cuire.

9/12 - Les jus de fruits concentrés - Les jus de fruits concentrés ont comme certains fruits (pommes, poires, cerises, pêches, raisin,

mandarine, papaye...) et les confitures sont riches en fructose. Chez certaines personnes, la malabsorption de ces sucres peut entraîner une production excessive de gaz.

10/12 - Le lait - Chez certaines personnes, l'absence de lactase, une enzyme présente dans l'intestin, empêche de digérer correctement le lactose qui est un composant essentiel du lait. Cela provoque des gaz, des ballonnements.

11/12 - L'alginate - En raison de ses composés soufrés l'alginate est souvent peu digeste surtout lorsqu'il est consommé cru et peut être responsable de ballonnements et de flatulences.

12/12 - Les bonbons sans sucre - Les édulcorants comme l'aspartame, le polyol ou le sorbitol que l'on retrouve dans des bonbons et boissons « sans sucre » ou des yaourts allégés engendrent des fermentations indésirables dans les intestins et provoquent des ballonnements.

L'ANIS VERT SOULAGE LA DOULEUR

Digestion difficile, ballonnements, flatulences : en infusion, les graines d'anis vert écrasées calment tous les troubles digestifs. L'agence européenne du médicament (EMA) considère comme traditionnellement établi l'usage des graines d'anis pour "soulager les douleurs gastro-intestinales modérées, dont les flatulences et les ballonnements". Dans certains pays, on mâche même une petite cuillerée de graines d'anis à la fin du repas pour faciliter la digestion ! L'anis apaise aussi la toux, les symptômes du rhume et de la coqueluche. Enfin, dans la phytothérapie traditionnelle, il est fréquent de voir cette plante figurer parmi celles qui régulent les règles irrégulières, soulagent les infections urinaires, les affections hépatiques. On s'en sert aussi comme un tonique qui relancerait l'appétit et soutiendrait le désir sexuel.

LES PRÉCAUTIONS D'EMPLOI
Les effets indésirables de l'anis sont rares : quelques réactions allergiques, cutanées ou



respiratoires. Aucune interaction avec d'autres substances n'a été rapportée, toutefois, la prudence est de mise avec les personnes sous traitement anticoagulant (fluidifiant du sang). L'usage de l'anis est déconseillé aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 12 ans.

2 TISANES ANTI-GONFLETTE
Pour dire stop à l'aérophagie : c. à café d'anis vert
Verser les graines dans 25 cl d'eau froide. Porter à ébullition. Laisser bouillir 3 minutes. Couper le feu. Couvrir. Laisser infuser 5 minutes.
Posologie : boire 1 tasse après chaque repas copieux ou pris trop vite.
Pour dire stop aux lourdeurs : 35 g d'anis ou de badiane - 35 g de romarin - 35 g de bois de réglisse.
Prendre 2 cuillerées à café du mélange pour 250 ml d'eau, faire bouillir 3 minutes puis infuser 4 minutes, éventuellement avec une tige de citronnelle.
Filtrer. Boire avec 1 tranche de citron (bio) et ¼ à 1 cuillerée à café de miel d'acacia, qui calme les douleurs intestinales (c'est un réparateur des cellules entériques), ou de miel de romarin si le foie est surchargé et/ou fatigué.

TCHAD

Décès du Président tchadien : l'ONU perd un "partenaire essentiel"

L'Organisation des Nations Unies a salué la mémoire du président tchadien, Idriss Déby Itno, décédé mardi des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des attaques rebelles dans le nord du pays, le qualifiant de "partenaire essentiel" pour les Nations Unies, selon le porte-parole de l'ONU.

"Le Secrétaire général a été profondément attristé par la nouvelle du décès du Président tchadien Idriss Déby Itno ce matin (mardi)", a indiqué le porte-parole d'Antonio Guterres, dans une déclaration de presse.

Le porte-parole a ajouté que "le président Déby Itno était un partenaire essentiel pour les Nations Unies et a contribué de manière significative à la stabilité régionale, en particulier dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé au Sahel".

M. Guterres a adressé ses plus sincères condoléances à la famille de M. Déby Itno, ainsi qu'au peuple et au gouvernement du Tchad. "En ces moments difficiles, les Nations Unies soutiennent le peuple tchadien dans ses efforts pour bâtir un avenir pacifique et prospère", a souligné le porte-parole du Secrétaire général.

Sur Twitter, le président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Volkan Bozkir, a également adressé ses plus sincères condoléances au peuple tchadien à la suite du décès de M. Déby. M. Bozkir a annoncé sur Twitter qu'il convoquerait bientôt une réunion de l'Assemblée générale pour rendre hommage à la mémoire du président tchadien.

Idriss Déby Itno, au pouvoir depuis 30 ans, est décédé mardi des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des attaques rebelles dans le nord durant le week-end, a annoncé le porte-parole de l'armée sur la télévision d'Etat.

Il a été réélu pour un sixième mandat de six ans avec 79,32 % des suffrages exprimés à la présidentielle du 11 avril, a annoncé l'Instance électorale en livrant les résultats officiels provisoires. Un Conseil national de transition, présidé par le fils d'Idriss Déby, a été mis en place.

Le fils de Déby occupe la fonction de "Président de la République"

Le général Mahamat Idriss Déby, chef du Conseil militaire de transition (CMT) instauré mardi après la mort de son père Idriss Déby Itno, "occupe les fonctions de Président de la République" du Tchad, selon une Charte de la Transition publiée mercredi sur le site de la présidence.

Le document de la Charte publié dans un premier temps sur le site de la présidence a été retiré par la suite. La présidence tchadienne s'est excusée de la publication "malencontreuse" dudit document affirmant qu'une "version paraphrased" sera bientôt mise en ligne. La Charte de Transition abroge la précédente Constitution et sera exécutée comme "loi fondamentale de la République", selon les termes du document. Mahamat Idriss Déby, général de corps d'armée âgé de 37 ans est également "le chef suprême des Armées". Il avait nommé mardi par décret 14 autres généraux au sein du CMT, organe chargé d'organiser la transition 18 mois durant avant des "élections libres et démocratiques". Mahamat Idriss Déby préside aussi "le conseil militaire de transition, le conseil des ministres, les conseils et comités supérieurs de défense nationale", selon le texte de la charte. Le nouveau chef de l'Etat promulgue les lois adoptées par les 69 membres du conseil national de transition, nommés directement par Mahamat Idriss Déby. La Charte de la Transition, qui compte 95 articles, garantit également les libertés "d'opinion, de conscience et de culte".

Un gouvernement de transition est institué, dont les membres sont nommés et révoqués par Mahamat Idriss Déby. "Les membres de l'armée appelés au gouvernement de transition sont déchargés de toute fonction militaire", précise la charte.

APS

LIBYE

Ligue arabe, ONU, UE et UA réclament "un retrait immédiat" des troupes étrangères

La Ligue des Etats arabes, l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine ont réclamé mardi "un retrait immédiat et sans conditions de toutes les forces étrangères et mercenaires" de Libye, à l'issue d'une visioconférence de leurs dirigeants.

Dans un communiqué publié à l'issue de cette rencontre du groupe appelé "Quartette Libye", organisée par la Ligue arabe, les participants ont aussi réclamé "une application complète de l'embargo sur les armes" imposé pour la Libye depuis 2011 et qui a été régulièrement violé depuis.

L'ONU a estimé à environ 20.000 le nombre de militaires étrangers (principalement venus de Turquie) et de mercenaires (russes, syriens,

tchadiens et soudanais) déployés en Libye.

Lors de sa réunion, "le Quartette Libye a condamné les violations continues de l'embargo sur les armes et affirmé que toute intervention militaire externe en Libye est inacceptable", indique son communiqué.

Y ont participé les secrétaires généraux de la Ligue arabe et de l'ONU, Ahmed Aboul Gheit et Antonio Guterres, le Haut représentant diploma-



tique de l'UE Josep Borrell et Monique Nsanzabaganwa, vice-présidente de la Commission de l'Union africaine.

Une importante délégation égyptienne en visite

Le Premier ministre égyptien Moustafa Madbouli a eu mardi des entretiens à Tripoli et conclut des mémorandums d'entente, à l'occasion de la première visite dans la capitale libyenne d'un responsable égyptien de ce rang depuis l'installation des nouvelles autorités de transition. Accompagné d'une importante délégation de onze ministres, M. Madbouli

a rencontré son homologue libyen Abdelhamid Dbeibah dont le gouvernement est chargé d'unifier les institutions jusqu'alors divisées entre des pouvoirs rivaux dans l'est et l'ouest du pays. Une série de mémorandums d'entente ont été signés entre les deux parties, notamment dans les domaines de l'électricité et des télécoms. Un accord prévoit également la relance des

liaisons aériennes par les compagnies nationales des deux pays, selon les autorités. Un nouvel exécutif est né d'un processus onusien confirmé en mars par un vote de confiance du Parlement. L'Egypte, qui avait fait part de son intention de collaborer avec les nouvelles autorités à Tripoli, a accueilli la première visite officielle à l'étranger de M. Dbeibah mi-février.

BURKINA FASO

Une base terroriste démantelée dans l'est

L'armée burkinabè a affirmé mardi avoir démantelé, dans la semaine du 12 au 18 avril, une base terroriste dans la localité de Ougarou, dans la province du Gourma, dans l'est du pays.

Selon un compte rendu de l'armée, cette opération s'est déroulée le 14 avril dernier. Lors du démantèlement

de la base, un terroriste a été tué, du matériel récupéré, notamment, des munitions, des moyens roulants et des matériels de communication.

Durant la même semaine, l'armée a mené plusieurs opérations de sécurisation du territoire national et aidé à la réinstallation

de personnes déplacées internes dans certaines localités.

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à des attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes et des milliers de déplacés.

Elles sont récurrentes dans les régions du Sahel, du Centre-nord, de l'Est et

dans l'ouest du pays, placées régulièrement sous couvre-feu depuis 2019.

À la date du 31 mars 2021, le Burkina Faso enregistrait 1.147.699 de personnes ayant fui leur localité du fait de l'insécurité dans plusieurs régions du pays, soit une augmentation de 2,29% par rapport au précédent.

NIGERIA

30 "bandits" tués par la police dans le nord-ouest

La police au Nigeria a affirmé avoir tué 30 hommes armés appartenant à des bandes criminelles, appelés "bandits", qui ont attaqué mardi matin quatre villages dans le nord-ouest du pays, tuant 10 civils.

Des hommes armés ont lancé mardi matin des attaques sur les villages de Gobirawa, Gora, Rini et Madoti Dankule situés dans l'Etat Zamfara.

Au moins 10 villageois sont morts au cours de ces différentes attaques, selon le porte-parole de la police de Zamfara, Mohammed Shehu, dans un

communiqué. La police qui s'est déployée pour combattre ces groupes armés "ont neutralisé trente bandits, les autres ont fui dans la forêt", ajoute le communiqué.

Depuis une dizaine d'années, des groupes criminels, appelés "bandits" par les autorités, terrorisent les populations du nord-ouest et du centre du Nigeria.

Ils attaquent des villages, volent du bétail et enlèvent sur les routes des personnalités locales ou des voyageurs contre rançon.

Il opèrent à partir de camps situés dans la forêt de Rugu qui s'étend sur les Etats de Zamfara, Katsina, Kaduna et du Niger.

L'armée nigérienne s'est déployée dans la région en 2016 et un accord de paix avec certains de ces hommes armés a été signé en 2019 mais les exactions se sont poursuivies.

Ces derniers mois, ces gangs - qui agissent a priori par appât du gain et sans raison idéologique - ont multiplié les attaques visant des écoles, provoquant l'émoi dans le monde entier.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'ex-ministre de l'Enseignement arrêté à Brazzaville

Le ministre sortant de l'Enseignement de la République démocratique du Congo (RDC) a été arrêté mardi soir à Brazzaville pour accusation de "détournement de fonds", ont rapporté des médias mercredi citant une source policière.

"Willy Bakonga, ancien ministre de l'Enseignement de la RD Congo, a été débarqué mardi soir d'un vol d'Air France en partance pour Paris, à la demande de Kinshasa qui sollicite son extradition", a déclaré la source policière citée par l'AFP.

M. Bakonga était recherché par le parquet depuis le 16 avril dans le cadre d'une affaire de détournement des fonds. Ancien mi-

nistre des Sports sous le régime de l'ex-président Joseph Kabila, M. Bakonga occupait depuis août 2019 le portefeuille de l'Enseignement primaire et secondaire de la RD Congo dans l'équipe gouvernementale démissionnaire du président Félix Tshisekedi.

"Il est détenu présentement dans les locaux de la Centrale d'Intelligence et de la documentation", ex-direction générale de la surveillance du territoire (DGST), a ajouté la même source sans plus de précision.

En RDC, le directeur du service de paie des enseignants et le secrétaire général du ministère de l'En-

seignement primaire et secondaire ont été condamnés le 25 mars à 20 ans de prison pour détournement de fonds.

La gratuité de l'enseignement primaire est une des mesures phares du M.Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019.

La Banque mondiale a suspendu en février un financement de 100 millions de dollars en faveur de la gratuité de l'enseignement, en raison d'une affaire de corruption. Deux responsables de l'enseignement public ont été condamnés fin mars à 20 ans de prison.

L'arrestation de M. Bakonga intervient moins d'une semaine après la visite

du président Tshisekedi à Brazzaville, où il a assisté le 16 avril à l'investiture de son homologue Denis Sassou Nguesso qui entame un quatrième mandat.

Entre Brazzaville et Kinshasa règne un climat de confiance "mutuelle", avait alors déclaré le président Tshisekedi.

Par le passé Kinshasa a réclamé en vain l'extradition du général Munéné, un dignitaire du régime Joseph Mobutu (1965-1997).

C'est au Congo-Brazzaville qu'un chef rebelle Udjani de la province de l'Equateur (nord-est de la RDC) a trouvé la mort en 2010. Il n'avait pu être extradé après son arrestation.

FRANCE

3^e nuit de tensions urbaines à Tourcoing (Nord)

La ville de Tourcoing, dans le Nord de la France, a connu lundi une troisième nuit de tensions urbaines ponctuée d'échauffourées entre jeunes et police et de tirs de mortier d'artifice, ont indiqué plusieurs sources policières, signalant 10 gardes à vue mais aucun blessé.

Des incidents avaient éclaté samedi soir, puis dimanche, à la suite d'une intervention pour un "rodéo motorisé" dans le quartier sensible de Croix-Rouge, donnant lieu à trois arrestations samedi.

Lundi vers 23h00, "au cours des patrouilles, des attroupements de jeunes ont à nouveau envoyé des jets de mortier d'artifice sur les forces de l'ordre.

Il y a eu des échauffourées, quelques véhicules incendiés dans plusieurs quartiers, selon la police. Le calme est revenu vers 02h00. Onze personnes ont été interpellées et dix étaient toujours en garde à vue mardi soir, a indiqué le directeur régional de la sécurité publique, Jean-François Papineau. "C'est une agitation malheureusement assez classique (...)" ce sont



quelques dizaines d'individus qui attaquent délibérément la police, dans une attitude de défi", a-t-il déclaré condamnant un "jeu extrêmement dangereux". Selon lui, "chaque fois que la police intervient pour met-

tre un terme au trafic" de drogues, elle "déstabilise" les trafiquants.

"C'est une politique assumée" qui va se poursuivre, dit-il. "La police ne se contente pas de dégager les individus avec des gaz lacrymogènes,

mais les met devant la justice pour qu'elle les poursuive".

Selon les représentants syndicaux également, des opérations récentes contre le trafic de stupéfiants et des arrestations ont "crispé" les délinquants.

UKRAINE - RUSSIE

Des "progrès" dans les pourparlers en vue d'une trêve

L'Ukraine a fait état mardi de "progrès significatifs" dans les négociations en vue d'une reprise de la trêve avec les séparatistes prusses dans l'est de son territoire, où les heurts se multiplient sur fond de tensions avec Moscou.

"Il y a des progrès significatifs" sur le dossier du cessez-le-feu, a déclaré le porte-parole de la délégation ukrainienne participant à ces pourparlers organisés en ligne, Oleksii Arestovych.

Cependant, sur la ligne de front, la tension ne baissait pas, des civils disant craindre une reprise massive des combats. "Ce matin, ça a tiré à nouveau très fortement", a déploré Ioulia Ievchenko, une mère de quatre enfants dont l'appartement à Krasnogorivka, une petite localité sous le contrôle des forces gouvernementales, se trouve dans un immeuble fortement endommagé par de précédents bombardements.

A quelque kilomètre de là, Taras, un militaire ukrainien de 24 ans, est posté en périphérie de Donetsk, une des "ca-

pitales" des séparatistes. "Cela fait huit ans qu'on tente de mettre fin à la guerre par la voie diplomatique et on n'y arrive pas", regrette-t-il.

"Il n'y a que deux options : reprendre nos territoires ou entrer dans l'Otan", estime-t-il. Près de lui, un autre militaire, Ivan, 25 ans, observe des positions des rebelles prusses situées à seulement 200 mètres.

"Nous ne préparons pas d'offensive", mais "je vois comment ils aménagent leurs vieux abris qu'ils n'utilisaient pas avant", souligne le jeune homme.

Après une trêve largement respectée pendant la deuxième moitié de 2020, les heurts se sont multipliés depuis le début de l'année entre les forces de Kiev et les séparatistes, dont la Russie est largement considérée comme le parrain militaire et financier.

Parallèlement, les tensions se sont accrues avec Moscou qui a déployé ces dernières semaines des dizaines de milliers de soldats près de la frontière ukrai-

nienne, faisant craindre à Kiev une opération militaire d'ampleur. La réunion "d'urgence" de mardi, à laquelle ont participé des représentants ukrainiens, russes et des séparatistes sous la médiation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), fait suite aux autres pourparlers en ligne, la veille entre des conseillers des dirigeants ukrainien, russe, allemand et français.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait dit espérer que ces négociations permettraient une reprise de la trêve, à l'issue d'un sommet vendredi avec son homologue français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel.

L'Ukraine accuse la Russie de chercher à la "détruire", tandis que Moscou a assuré "ne menacer personne" tout en dénonçant des "provocations" ukrainiennes. La guerre dans l'est de l'Ukraine a fait plus de 13.000 morts depuis son déclenchement en 2014, dans la foulée de l'annexion de la Crimée par Moscou.

TCHÉQUIE - RUSSIE

Prague menace d'expulser tous les diplomates russes

La République tchèque a menacé mardi d'expulser tous les diplomates russes, accusant Moscou d'une "attaque terroriste sans précédent" sur son territoire en 2014 et en appelant à la solidarité de l'Otan et de l'UE.

"Je suis prêt à tout. Même à repartir de zéro. Ce qui signifie que nous les renverrons tous chez eux", a déclaré le ministre des Affaires étran-

gères et de l'Intérieur, Jan Hamacek, sur Facebook.

Le Parlement tchèque a entériné mardi soir cette prise de position, appelant le gouvernement à "réinitialiser les relations avec la Fédération de Russie et à réduire de manière significative les effectifs des diplomates à l'ambassade de Russie en application du principe de réciprocité".

Jan Hamacek a quant à lui

fait savoir qu'il allait convoquer mercredi l'ambassadeur russe Alexandre Zmeïevski pour lui signifier de nouvelles mesures après l'expulsion de 18 diplomates russes considérés par Prague comme des agents secrets, à laquelle Moscou a répondu en expulsant 20 diplomates tchèques.

Il a exhorté les pays de l'Union européenne et de l'Otan à "une action collective"

avec l'expulsion de diplomates russes en signe de solidarité avec Prague. "L'ambassadeur de la République tchèque a informé le Conseil de l'Atlantique nord (les ambassadeurs des pays de l'Otan) et les Alliés vont organiser des consultations avec le ministre tchèque des Affaires étrangères dans le courant de la semaine", a annoncé mardi soir un responsable de l'Alliance.

COLOMBIE

Une gouverneure indigène abattue

Les autorités colombiennes ont dénoncé mardi l'assassinat d'une gouverneure indigène, Sandra Liliana Peña, dans le département de Cauca (sud-ouest), alors que le pays connaît une reprise du conflit armé avec les groupes rebelles malgré l'accord de paix avec la guérilla des Farc en 2016.

Des hommes armés ont abattu Mme

Peña près de sa maison, alors qu'elle sortait à moto vers le village de Caldone, a annoncé dans un communiqué le Conseil régional indigène du Cauca.

Une autre personne indigène a été grièvement blessée au cours de l'attaque, selon le sénateur et leader communautaire Feliciano Valencia.

Il a assuré à la radio W que Mme Pena

était menacée "pour s'être opposée aux cultures illégales, majoritaires dans la région".

Les indigènes et les responsables d'organisations de défense des droits de l'homme sont régulièrement la cible de groupes armés financés par le narcotrafic, qui se disputent le contrôle de zones stratégiques pour ce marché.

ETATS UNIS

Une jeune afro-américaine tuée par la police dans l'Ohio

Une adolescente afro-américaine a été tuée par balle mardi par la police à Columbus dans l'Ohio (Nord des Etats-Unis) alors qu'elle semblait attaquer avec un couteau une autre personne, rapportent mercredi, des médias.

Des manifestations ont éclaté dans la ville après cet incident qui survient dans un climat d'indignation croissante contre les brutalités policières et le racisme aux Etats-Unis.

Selon le chef de la police de la ville, Michael Woods, cité par des médias, des policiers ont répondu à un appel d'urgence mardi après-midi, vers 16h30 locales (20h30 GMT), d'une personne qui craignait de se faire attaquer à coups de couteaux.

La police a également publié une partie de l'enregistrement de la caméra-piéton portée par le policier qui a abattu l'adolescente.

Cette dernière a été identifiée comme Ma'Khia Bryant, âgée de 16 ans, par les services chargés de l'enfance du comté de Franklin à Columbus.

"Nous avons pensé qu'il était important de partager avec la communauté, d'être transparents sur cet incident, de les laisser avoir certaines réponses que nous pouvons fournir ce soir", a déclaré M. Woods.

Les images vidéo montrent des policiers arrivant sur le lieu d'une bagarre, avec une petite foule de spectateurs.

Une adolescente en attaque une autre au moyen de ce qui paraît être un couteau, des coups de feu sont entendus et la jeune fille s'effondre au sol. Le policier jette ensuite un couteau à l'écart de l'adolescente.

Le maire, Andrew Ginther, a qualifié de "situation horrible et bouleversante" la mort de la jeune fille, évoquant "un jour tragique pour la ville de Columbus" et demandant aux habitants de prier pour la famille de l'adolescente.

Selon le maire, le policier dont le nom n'a pas été rendu public "a agi pour protéger une autre jeune fille de notre communauté".

La mère de l'adolescente tuée, Paula Bryant, a déclaré à l'antenne locale de CBS que sa fille était "très aimante, paisible" et "défendait la paix".

Le policier Derek Chauvin déclaré coupable du meurtre de George Floyd

Le policier blanc Derek Chauvin a été déclaré mardi coupable du meurtre de l'Afro-Américain George Floyd, à l'issue d'un procès concluant une retentissante affaire qui a profondément marqué l'Amérique en illustrant les divisions raciales dans le pays. Les 12 jurés qui délibéraient depuis lundi à Minneapolis ont déclaré Derek Chauvin coupable des trois chefs d'accusation pour lesquels il comparait. Le policier, menotté, a été immédiatement écroué. L'annonce du verdict a suscité une explosion de joie devant le tribunal.

GUELMA

Concerts et pièces théâtrales pour les soirées de Ramadhan

Les spectacles nocturnes et pièces théâtrales programmés à la Maison de la culture Abdelmadjid Chafii de la ville de Guelma suscitent un engouement manifeste des familles en quête d'animation pour les soirées de Ramadhan.

Cet établissement accueille de nombreuses familles optant pour des moments agréables en assistant à des concerts et pièces de théâtre programmés, après les prières des Tarawih et ce, de concert avec des associations artistiques et des coopératives théâtrales.

Timide au début à cause de conditions météorologiques défavorables pour les sorties, l'affluence des familles a vite augmenté par la suite, a précisé à l'APS Amar Aziz, directeur de la Maison de la culture, approché lors de la 7ème soirée de Ramadhan qui a proposé au public des contes du patrimoine présentés par l'artiste narrateur Fathi Abassi, suivis du monologue du comédien local surnommé "Luka".

Le programme culturel et artistique qui se poursuivra jusqu'au 12 mai prochain satisfiera, par sa variété, les spectateurs avec au menu des pièces de théâtre, des spectacles de prestidigitations, des concerts de chant religieux, de malouf et de musique andalouse, ainsi que des conférences à thématique religieuse, a indiqué le même cadre.

Des artistes, des associations et des compagnies culturelles de toute la wilaya sont associés à ces activités et spectacles qui permettent aux jeunes créateurs de faire valoir leurs talents, a ajouté le même responsable, qui a précisé que les pièces de théâtre sont programmées en coordination avec le théâtre régional Mahmoud Triki de Guelma.

Pour se rapprocher de certaines catégories de spectateurs incapables de faire le déplacement au chef-lieu de wilaya, des spectacles de Aissaoua seront présentés à la Maison de l'enfance assistée d'Héliopolis, au centre d'éducation de Guelma, au foyer pour personnes âgées de Hammam Debagh et au centre culturel d'El Fedjoudj, a détaillé la même source.

Par ailleurs, le même responsable a indiqué qu'un concert de chaâbi sera aussi présenté dans la commune de Nechmaya et un spectacle de prestidigitations dans la Maison de la culture de la commune de Houari Boumediene.

La programmation par la Maison de la culture Abdelmadjid Chafii de ces activités culturelles a été saluée par de nombreux spectateurs surtout qu'elle intervient, ont-ils relevé, après une longue période de suspension imposée par la pandémie de la Covid-19.

Ces spectacles permettront aussi aux familles de briser la monotonie quotidienne, loin du brouhaha des rues et des lieux publics, ont-ils également souligné.

MARCHÉ DE L'ARTS

Mise en ligne officielle du portail "lawhati.dz" pour la vente d'œuvres d'art

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a procédé mardi à Alger, à la mise en ligne officielle de "lawhati.dz", une plateforme électronique dédiée à l'exposition et à la vente en ligne d'œuvres d'art.

En plus des toiles, la plateforme propose également des sculptures, œuvres graphiques, photographies et dessins, accessibles aux visiteurs qui auront la possibilité d'acquérir ces œuvres par une simple commande.

La plateforme permet également d'accéder à des informations relatives aux œuvres proposées à la vente, à leurs prix et à leurs auteurs.

Une vingtaine d'artistes à l'image des plasticiens Khaled Rochdi Bessaih, Hachemi Ameur, El Moustache, ou encore le sculpteur Abdelkader Mahboub, le photographe Rafik Ziadi et le dessinateur Sofiane Dey, proposent à la vente leurs créations sur ce portail, décliné en arabe et en français. Dans son allocution, la ministre de la Culture et des Arts a affirmé que cette plateforme répondait à la demande des professionnels de l'art visuel, réunis en 2020 autour d'une rencontre sur le marché de l'art, soulignant



Découvrez nos différents types d'œuvres

que ce projet est un "pas positif" pour libérer le marché de l'art en Algérie.

Pour Mme. Bendouda, le marché de l'art a besoin d'organisation, regrettant que de nombreux créateurs amateurs, auraient pu émerger devenir de grands noms de l'art visuel s'ils avaient trouvé

dans leur pays un "environnement propice".

Elle a lancé un appel aux acteurs du marché de l'art visuel notamment aux galeries pour "accompagner ce projet" qui vise, a-t-elle appuyé, à "impulser une nouvelle dynamique" économique en Algérie. Pour le

paiement en ligne, la ministre a assuré que ce mode de paiement devra être mis en service "prochainement", assurant que des "discussions seront engagées avec les responsables des banques" pour rendre "effectif" le paiement par carte interbancaire sur la galerie en ligne "lawhati.dz".

AMAZIGHITÉ - PROMOTION

Illizi : efforts locaux pour préserver Tamahaq comme patrimoine culturel amazigh

La société targuie dans le Grand Tassili N'Ajjer, s'étendant sur le territoire des wilayas d'Illizi et Djanet, veille à la préservation du dialecte local, connu sous le nom de Tamahaq, en tant que patrimoine et legs civilisationnel étroitement lié à la culture amazighe des Imohag (Touaregs).

Face aux mutations induites par la modernité, la diversité des langues et dialectes et leur interaction, et donc du risque d'un impact négatif sur le parler targui authentique, des efforts sont déployés localement pour la sauvegarde de Tamahaq en tant que patrimoine culturel authentique dont les calligraphies en Tifinagh figurent sur les gravures et peintures rupestres de Tidjelahine, dans les régions d'Iherir et Tadraret, dans les confins du Tassili.

C'est à ce titre justement qu'oeuvre Amoud Slimani, chercheur dans le domaine du patrimoine amazigh de la région du Tassili N'Ajjer, à l'enseignement du parler targui dans son authenticité, plus particulièrement auprès de la jeune génération, par le biais de l'association "Anouar Satiââ" fondée à cet effet, ainsi que l'édition de plusieurs de ses publications sur l'évolution du dialecte local, et tout ce qui l'a accompagné comme mutation socioculturelle. S'exprimant à

l'APS, M.Slimani a évoqué la contribution du dialecte targui au renforcement du sentiment d'appartenance et de la cohésion entre les membres de la société targuie en tant que creuset de la culture et de l'identité Imohag.

Il a regretté, toutefois et avec amertume, l'altération linguistique subie par le dialecte local authentique, du fait de l'introduction de néologismes engendrés par le développement du tissu social et le brassage des langues.

Raison qui a amené le chercheur à éditer un glossaire regroupant divers mots targuis, leur signification dans les langues arabe et française, leur écriture correcte et leur expression phonétique, tout en veillant à corriger certains errata très répandus et ciblant l'écriture Tifinagh, sachant que les lettres Tifinagh sont au nombre de 26 et s'écrivent de droite à gauche, contrairement à ce qui est avancé dans certains manuscrits et récits anciens.

Le directeur de la radio locale d'Illizi, Amoud Tafkik, également chercheur dans le patrimoine local, a mis l'accent, pour sa part, sur la conjugaison des efforts des chercheurs, académiciens et autres personnes intéressées par le patrimoine, en vue de réhabiliter le parler targui authentique et promouvoir le

dialecte local en renforçant ses usages dans différents domaines pour le transmettre aux générations futures correctement. Il a mis en avant, pour cela, la responsabilité incombant à la presse de proximité dans l'ancrage de ce dialecte et sa valorisation en tant que legs culturel et civilisationnel.

Ce à quoi, dit-il, s'emploie la radio locale en émettant 54% de ses programmes en dialecte targui, en plus de diffuser des programmes culturels et éducatifs en vue de revivifier des termes et expressions anciens, dont l'utilisation s'est raréfiée dans le dialecte local.

Parmi les efforts déployés pour sauvegarder Tamahaq de la dénaturation et préserver son rôle linguistique chez les Imohag, le mouvement associatif culturel local organise des activités éducatives, à l'instar de celles initiées par l'association culturelle de Ksar Taghourfit et prévoyant des projections audiovisuelles via les réseaux sociaux vulgarisant les modes d'appellation des choses en dialecte targui.

Ceci, en plus de plusieurs publications littéraires et éducatives dans le domaine, à l'exemple du livre Imerouane (Les parents) du chercheur Youcef Oukassem, comprenant quelque 500 mots targuis expliqués en arabe.

THÉÂTRE

Le Tna lance son programme d'activités virtuelles durant le mois de Ramadhan

Le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna) a annoncé son programme d'activités pour le mois de Ramadhan, avec essentiellement des pièces de théâtre, des conférences scientifiques et des rencontres littéraires, prévues uniquement sur la toile pour cause de pandémie du Coronavirus. S'étalant jusqu'au 9 mai prochain, des rendez-vous

quotidiens sur la chaîne YouTube du Tna permettront aux internautes de tous les âges de se divertir, avec d'abord, la programmation pour adultes de 18h 00 à 02h 00 des pièces de théâtre, "Loâbet el arch" (T.R. Guelma), "Khatini" (T.R. Mostaganem), "El Djidar el khames" (T.R. Sidi Bel Abbès), "Es'Sefqa" (T.R. Tizi Ouzou), "Nestennaw

fel'hayt" (association culturelle "Numidia" de Bordj Bou Arreridj), "Chkoun yekhdaâ chkoun" (T.R. Skikda), "Aramil" (T.R. Constantine), "Sekkoura" (T.R. Annaba), "Arlequin, valet des deux maîtres" (T.R. Oran) et "Ez'zawech" (Tna).

Les spectacles, "Sadiq el bi a", "Jil el internet" et "Boufertettou wa el âssel" régaleront sur la

toile de 15h 00 à 20h 00, jusqu'au 8 mai prochain le public des jeunes enfants, peut-on également lire sur le programme du Tna. Les partisans de la réflexion et du débat pourront, pour leur part, suivre sur leurs écrans des thématiques en lien avec le 4e Art, animées par des académiciens, universitaires, critiques et praticiens, à travers sept confé-

rences scientifiques issues du "Forum Hamzet Wasl", programmées chaque dimanche et jeudi à 22h 00 durant ce mois sacré, et quatre rencontres littéraires organisées dans le cadre du "Forum du Tna", prévues tous les mercredis après la rupture du jeun aux mêmes horaires, conclut le programme.

TÉLÉPHONIE Les ventes de smartphones explosent (étude)

Les ventes de smartphones dans le monde ont fortement augmenté entre janvier et mars, selon une étude publiée mardi par Strategy Analytics, en raison d'un phénomène de rattrapage et d'une forte montée en puissance de la Chine et de la 5G.



Selon le cabinet de recherche, 340 millions d'appareils ont été livrés au cours des trois premiers mois de l'année, soit une croissance de 24% par rapport à la même période l'an dernier.

La pandémie et ses conséquences économiques avaient poussé de nombreux consommateurs à repousser l'achat d'un nouveau smartphone en 2020, faisant baisser le volume global de ventes.

Mais au premier trimestre 2021, la forte demande de la part des consommateurs possédant des appareils vieillissants ainsi que la mise en avant de la technologie 5G par les fabricants chi-

nois ont dopé le marché. "Le marché des smartphones en Chine a connu un trimestre sensationnel grâce au succès des produits 5G dans les diverses catégories de prix", note Linda Sui de Strategy Analytics, qui souligne la hausse de 35% des ventes d'appareils en Chine.

"La pénurie de semi-conducteurs et les contraintes du côté de l'offre n'ont pas eu d'impact majeur au premier trimestre sur les cinq plus grosses marques, mais elles ont été et resteront selon nous une source d'inquiétudes pour les plus petits vendeurs", ajoute Mme Sui.

Le groupe sud-coréen Samsung domine le classement des ventes mon-

diales, avec 23% des parts de marché, suivi d'Apple (17%), puis des marques chinoises Xiaomi (15%), Oppo (11%) et Vivo (11%). Samsung a vu ses livraisons de smartphones augmenter de 32% en un an grâce notamment au lancement de sa nouvelle série Galaxy A et au succès de sa série Galaxy S21, note Neil Mawston, le directeur exécutif de Strategy Analytics.

Les ventes d'Apple ont, elles, progressé de 44% par rapport au premier trimestre dernier.

"La forte dynamique derrière la série des iPhone 12 munis de la 5G s'est poursuivie sur de nombreux autres marchés", indique M. Mawston.

INTERNET Instagram permet à ses utilisateurs de filtrer les messages reçus pour lutter contre le harcèlement en ligne

Le réseau social Instagram (Facebook) permet depuis mercredi à ses utilisateurs de filtrer les messages reçus sur la plateforme pour les expurger des expressions offensantes afin de lutter contre le harcèlement en ligne.

"Dans la mesure où les messages directs sont des conversations privées, nous n'y recherchons pas de manière proactive des signes de discours haineux ou de harcèlement comme nous le faisons ailleurs sur Instagram", explique l'application de partage d'images dans un communiqué, relayé par des médias.

Les utilisateurs de sept pays (Royaume-Uni, France, Irlande, Allemagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada) peuvent activer une option permettant de masquer automatiquement les "demandes de messages directs" (invitations à discuter) contenant des mots, expressions offensantes.

"C'est dans ces pays qu'il y a eu des personnalités publiques, notamment des footballeurs, qui ont été victimes d'abus et de termes offensants dans les messages directs", a précisé à des médias, la responsable des politiques publiques chez Instagram, Clotilde Briand.

Selon la responsable, "la majeure partie des discours de haine émanent de ces demandes de messages directs. On va donner la possibilité à chacun de nous signaler ou non ces messages"



qui resteront accessibles dans une boîte de réception séparée. En français, "quelques dizaines" d'expressions sont bloquées, définies avec l'association Génération numérique qui sensibilise les plus jeunes à l'usage des réseaux sociaux, et les utilisateurs auront la possibilité d'ajouter leurs propres termes, comme cela est déjà le cas pour la modération des commentaires.

Le filtrage s'effectue directement sur le terminal de l'utilisateur, et selon Mme Briand, il pourrait ensuite être étendu aux autres messageries populaires du groupe Facebook: Messenger et WhatsApp. Instagram, qui compte plus d'un milliard d'utilisateurs, tente depuis des années de lutter contre le harcèlement, les discours haineux et la désinformation qui pullule sur les réseaux sociaux.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE BATNAI
VICE RECTORAT DU DEVELOPPEMENT
DE LA PROSPECTIVE ET DE L'ORIENTATION NIF: 098905015000245

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES N° ... /VRDPO/UBI/2021

L'Université Batnai lance un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° ... /VRDPO/UBI/2021 relative à EQUIPEMENTS DE 500 PLACES PEDAGOGIQUES (INSTITUT AGROVETERINAIRE) DE L'UNIVERSITE BATNAI, pour les lots suivant:

LOT N° 01: MOBILIER PEDAGOGIQUE
LOT N° 02: MOBILIER BUREAUTIQUE
LOT N° 03: INFORMATIQUE
LOT N° 04: REPROGRAPHIE
LOT N° 05: CLIMATISEUR

Toute personne physique ou morale: fabricant, importateur, représentant, grossiste ou détaillant et disposant des capacités financières, techniques, juridiques et réglementaires conformes à la législation algérienne intéressés par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau de suivi des marchés situé au : 2^{ème} étage du rectorat pour une somme de deux mille dinars (2.000) DA, non remboursables, payables en espèces auprès de la sous-direction des finances (REGISSEUR) placée auprès du rectorat Université Batnai 05 000.

Les offres doivent être adressées sous triple pli fermés et confectionnés ainsi :

UNE PREMIERE ENVELOPPE «E1» contiendra le dossier de candidature et les pièces indiquées dans le cahier des charges à savoir :

- 1- Les déclarations de candidature remplies, datées, signées et cachetées.
- 2- La déclaration de probité remplie, datée, signée et cachetée.
- 3- La déclaration du sous-traitant (s'il y a), remplie, datée, signée et cachetée.
- 4- Les engagements des délais d'exécutions, de garanties et de services après ventes, datées, signées et cachetées.
- 5- Une copie du registre de commerce électronique.
- 6- Une copie du statut (pour les sociétés commerciales).
- 7- Une copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les personnes morales en cours de validité.
- 8- Une copie de l'extrait de rôle apuré ou échéancier avec la mention non inscrit au fichier national des fraudeurs en cours de validité.
- 9- Une copie de l'attestation de mise à jour CASNOS en cours de validité.
- 10- Une copie de l'attestation de mise à jour CNAS en cours de validité.
- 11- Une copie du numéro d'identification fiscale (NIF).
- 12- Une copie du numéro d'identification statistique (NIS).
- 13- Une copie des références bancaires (RIB).
- 14- Une copie de délégation de signature.
- 15- Une copie de preuve de la qualification (fabricant, représentant).
- 16- Catalogues des lots :

LOT N° 03: INFORMATIQUE
LOT N° 04: REPROGRAPHIE
LOT N° 05: CLIMATISEUR
17- Une copie de quittance de paiement du cahier des charges.

CETTE ENVELOPPE E1 doit être fermée, cachetée et porter la référence et l'intitulé de l'opération, le nom et l'adresse du soumissionnaire ainsi que la mention «Dossier de candidatures».

UNE DEUXIEME ENVELOPPE «E2» contiendra l'offre technique et les pièces indiquées dans le cahier des charges à savoir :

- 1- Le présent cahier des charges rempli, daté, signé, cacheté et paraphé par le soumissionnaire portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 2- La déclaration à souscrire remplie, datée, signée et cachetée (selon modèle ci-joint).

CETTE ENVELOPPE E2 doit être fermée, cachetée et porter la référence et l'intitulé de l'opération, le nom et l'adresse du soumissionnaire ainsi que la mention «Offre techniques».

UNE TROISIEME ENVELOPPE «E3» contiendra l'offre financière et les pièces indiquées dans le cahier des charges à savoir :

- 1- La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) remplie, datée, signée et cachetée.
- 2- Le bordereau des prix unitaires dûment rempli, daté, signé et cacheté.
- 3- Le détail quantitatif et estimatif de l'offre dûment rempli, daté, signé et cacheté.

CETTE ENVELOPPE E3 doit être fermée, cachetée et porter la référence et l'intitulé de l'opération, le nom et l'adresse du soumissionnaire ainsi que la mention «Offre financière».

Une Quatrième Enveloppe « E » contiendra les trois enveloppes « E1 », « E2 » et « E3 » et devra être anonyme, fermée et portera la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES
N° ... /VRDPO/UBI/2021
EQUIPEMENT DE 500 PLACES PEDAGOGIQUES (INSTITUT AGROVETERINAIRE)
DE L'UNIVERSITE BATNAI
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLUS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Déposé à :

MONSIEUR LE RECTEUR DE L'UNIVERSITE BATNAI
RECTORAT, SECRETARIAT GENERAL, 3^{ème} ETAGE
ROUTE DE BISKRA BATNA 05 000

Un délai de quinze (15) jours est accordé aux soumissionnaires pour répondre au cahier des charges et ce, à compter de la date de la première parution de l'avis dans l'un des quotidiens nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée au 15^{ème} jour à compter de la 1^{ère} parution **avant 11h00**. L'ouverture des offres se déroulera en une seule phase en séance publique auxquelles seront conviés à assister les soumissionnaires concernés, le 15^{ème} jour à compter de la 1^{ère} parution à 11h30. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

* Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pour une durée de 105 jours calendaires à partir de la date de dépôt des offres.

LUTTE/JO-2020 25 athlètes en stage de préparation à Bordj Bou Arréridj

Les athlètes des équipes nationales de lutte juniors et seniors effectueront du 25 avril au 9 mai un stage de préparation dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, en vue des Jeux olympiques 2020 de Tokyo, a appris l'APS mercredi de l'instance fédérale.

Le staff technique national, composé des entraîneurs, Bendjedaa Mazouz, Zeghdane Messaoud, Benrahmoune Mohamed et Aoune Fayçal, a convoqué 25 athlètes dont 20 seniors et 5 juniors.

Les athlètes de l'élite préparent également les championnats d'Afrique qui auront lieu probablement le mois de juin prochain à El Jadida (Maroc). Après deux stages de préparation à Kiev (Ukraine) et Budapest (Hongrie), les athlètes algériens entament la dernière ligne droite de leur préparation avec une nouvelle série de stages en Algérie et à l'étranger, en vue des prochaines échéances internationales.

Huit athlètes algériens (4 en lutte gréco-romaine et 4 en lutte libre) ont composé leur billet pour les Jeux olympiques 2020 de Tokyo, repoussés à 2021. Les quatre qualifiés en lutte libre sont : Mohamed Fardj (97 kg), Kherbache Abdelhak (57 kg), Fateh Benferdjallah (86 kg) et Djahid Berrahal (125 kg). En lutte gréco-romaine, Adem Boudjemline (97 kg), Sid Azara Bachir (87 kg), Abdelkrim Fergat (60 kg) et Abdelmalek Merabet (67 kg) ont également validé leur billet pour Tokyo.

BOXE

Collège technique national les 29 et 30 avril à Alger (FAB)

Le collège technique national de la Fédération algérienne de boxe (FAB) se tiendra les 29 et 30 avril à l'hôtel du 5 juillet (Alger), pour débattre des aspects techniques et tactiques susceptibles de donner une impulsion à la discipline, a appris l'APS mercredi de l'instance fédérale.

Les techniciens de la boxe aborderont à cette occasion les questions liées au programme de développement de la discipline avec l'installation d'une nouvelle composante fédérale, afin de peaufiner le plan d'action de la FAB en matière d'organisation des compétitions. Il sera question également du système de compétition, des équipes nationales, de la formation et du développement, ainsi que de la médecine et la protection du boxeur, selon Ferhat Fazil-Nouredine, président de la Fédération algérienne de boxe. Le collège technique national regroupera les entraîneurs nationaux, les cadres techniques de la direction



technique nationale, les entraîneurs en chef des sélections et d'autres techniciens et chercheurs de la discipline. Le nouveau président de la FAB a lancé

un appel à tous les acteurs pour se mobiliser afin de développer la boxe algérienne et contribuer au développement de cette discipline qui "a besoin de plus

de sérénité et de stabilité pour aller de l'avant."

"Nous avons perdu beaucoup de temps dans des problèmes d'ordre personnel. Cela s'est malheureusement répercuté négativement sur le développement de la discipline qui a besoin de stabilité et de sérénité pour la concrétisation de nos objectifs pour le mandat olympique 2021-2024", a indiqué Ferhat Fazil-Nouredine.

Pour lui, un travail de longue haleine attend l'instance fédérale et la tenue du collège technique national sera l'occasion pour débattre des voies et moyens pouvant corriger les lacunes dont souffre la discipline.

JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO/PRÉPARATION

Riche programme pour les boxeurs algériens (FAB)

Les boxeurs algériens qualifiés aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, repoussés à 2021, bénéficieront d'un riche programme de préparation en Algérie et à l'étranger, en vue de leur participation au rendez-vous nippon, a appris l'APS mercredi de la Fédération algérienne de boxe (FAB).

Ce dernier cycle de préparation a été entamé mardi avec la programmation d'un stage à l'hôtel du 5 juillet (Alger) qui se poursuivra jusqu'au 30 de ce mois, avec la participation des huit boxeurs (4 messieurs et 4 dames) qualifiés aux JO de Tokyo, sous la conduite des entraîneurs Ahmed Dine, Merchoud Behous, Khaled Harima et Kenzi Abdelghani.

"Les staffs techniques nationaux ont

préférentiellement organisé un stage de préparation à Alger afin d'évaluer l'état physique de nos boxeurs après avoir pris part au Tournoi international du Bosphore (15-20 mars) et un stage de préparation à Ankara (22 mars-6 avril). Nous avons tracé un programme que j'espère sera concrétisé sur le terrain au vu des contraintes administratives liées à la pandémie de Covid-19", a indiqué à l'APS Mourad Meziane, directeur technique national (DTN).

Les boxeurs concernés par ce stage de préparation d'Alger sont ceux qualifiés aux JO 2020 de Tokyo, à savoir Mohamed Houmri (81 kg), Chouaib Bouloudinat (+91 kg), Mohamed Fliissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg) et Abdelhafid Benchebla (91 kg) chez les messieurs ainsi que Ro-

maïssa Boualem (51 kg), Imane Khelif (60 kg) et Ichrak Chaib (75 kg) chez les dames.

"Les boxeurs algériens effectueront par la suite un stage de préparation, prévu du 1 au 20 mai en Ouzbékistan. Nous avons programmé un stage en France qui coïncide avec le tournoi de qualification pour la zone Europe, mais malheureusement le pays hôte a mis des réserves sur les pugilistes venant en dehors du continent européen", a-t-il souligné.

Deux autres stages sont au programme des Algériens, un premier qui aura lieu durant le mois de juin dans un pays à déterminer et un dernier stage en Turquie pour clôturer ce cycle de préparation avant de rallier la capitale nipponne.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DES ÉCHECS

Le MJS valide le protocole de reprise de l'activité sportive

La Fédération algérienne des échecs a été autorisée à reprendre l'activité sportive, notamment, la compétition à huis clos, suivant un protocole sanitaire stricte approuvé par le conseil médical et scientifique du

Centre national de la médecine du sport (CNMS), a indiqué mardi le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS). "Le conseil médical et scientifique du Centre national de la médecine du sport (CNMS) a validé le projet

de protocole sanitaire proposé par votre fédération", indique le communiqué du MJS, précisant que "des recommandations supplémentaires devront être appliquées". Parmi les recommandations supplémentaires,

le déroulement des compétitions à huis clos, la désignation d'un Covid-Manager pour veiller à l'application du protocole sanitaire et la prise de température frontale à l'entrée des salles à tous les participants.

JUDO - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE La 42^e édition fixée au mois de mai à Dakar

Les 42^{es} Championnats d'Afrique de judo seniors (messieurs et dames) se tiendront du 20 au 23 mai à Dakar au Sénégal, avec la participation attendue de tous les pays membres de l'Union africaine de judo (UAFJ), étant donné que le tournoi est qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, a annoncé l'instance continentale sur sa page Facebook. "Jusqu'à présent un total de 49 athlètes dont 13 dames représentant 17 pays se sont inscrits pour prendre part au tournoi qui aura une grande importance pour la qualification à Tokyo. L'Etat sénégalais mettra tout en oeuvre pour le bon déroulement de cet événement à quelques mois du rendez-vous olympique", a indiqué le président de la fédération sénégalaise de judo, Babakar Makhhtar Wade.

Les Championnats d'Afrique seront pré-

cedés par la tenue des travaux du Congrès électif de l'Union africaine de judo pour l'élection d'un nouveau bureau et le renouvellement des différentes commissions.

La journée du 19 mai sera consacrée à la pesée des athlètes par catégorie, pour ouvrir le bal, durant les quatre jours suivants (20, 21, 22 et 23) à la compétition qui concernera les épreuves individuelles en messieurs et dames, et le mixte par équipes. Chaque fédération nationale ne peut s'engager qu'avec un maximum de neuf athlètes par genre et aussi deux au maximum par catégorie de poids. Les participants doivent être en possession d'une carte d'identité FIJ (fédération internationale de judo) et inscrit pour cet événement dans le système d'enregistrement au plus tard le 13 mai prochain.

Programme de la 42^e édition des Championnats d'Afrique seniors (hommes et dames):

Mardi 18 mai : tenue du Congrès électif

Mercredi 19 mai : tirage au sort de la compétition, suivi de la pesée des athlètes

Jeudi 20 mai / 1^{er} jour de compétition: -48kg, -52kg, -57kg (dames), -60kg, -66kg (hommes)

Cérémonie d'ouverture

Vendredi 21 mai / 2^e jour de compétition: -63kg, -70kg (dames), -73kg, -81kg (hommes)

Samedi 22 mai / 3^e jour de compétition: -78kg, +78kg (dames), -90kg, -100kg, +100kg (hommes)

Dimanche 23 mai / 4^e jour de compétition: -57kg, -70kg, +70kg (dames), -73kg, -90kg, +90kg (hommes).

HANDISPORT (GOAL-BALL)

Report du tirage au sort du tournoi des Jeux paralympiques de Tokyo

Le tirage au sort du tournoi de goal-ball comptant pour les Jeux paralympiques de Tokyo 2020 (23 août-5 septembre 2021), prévu, mercredi en ligne, a été reporté à une date ultérieure, a annoncé la Fédération internationale des sports pour aveugles (IBSA).

"Suite à la notification du retrait tardif de l'une des équipes féminines des Jeux paralympiques de Tokyo 2020, comme cela peut parfois arriver, le tirage au sort officiel du groupe de goal-ball qui devait avoir lieu le 21 avril a été reporté. L'IBSA Goalball et Tokyo 2020 annonceront sous peu une nouvelle date et de plus amples détails", a indiqué le délégué technique pour Tokyo 2020 de l'IBSA Goalball, Alexey Baryayev.

Les équipes masculines et féminines de 13 pays dont l'Algérie seront concernées par le tirage



prévu à Triton de l'île de Harumi et qui déterminera les groupes de la compétition dont l'entame est prévue le 25 août prochain.

Les champions en titre, la Lituanie (messieurs) et la Turquie (dames), aux côtés des Etats-Unis, seront les grands favoris, pour le

podium, sans oublier la Russie et le Brésil, alors que l'Ukraine fera ses grands débuts paralympiques.

Après le tirage au sort de la phase de groupes, le calendrier des matches sera déterminé et publié séparément.

APS

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - MC ALGER

Amar Brahmia nouveau président du Conseil d'administration de la SSPAS/MCA

Amar Brahmia est le nouveau président du Conseil d'administration de la Société sportive par actions du Mouloudia Club d'Alger (SSPA/MCA), a annoncé le club de Ligue 1, mardi après-midi.

"Mr Amar Brahmia est officiellement le nouveau Président du Conseil d'administration de la SSPA/MCA, et ce, à compter du mardi 20 avril" a indiqué la direction des Vert et Rouge dans un bref communiqué, diffusé sur sa page Facebook officielle.

Selon la même source, "la décision de nommer Brahmia à la tête de la SSPA/MCA a été prise un peu plus tôt dans la journée, à l'issue d'une importante réunion entre les différents membres du Conseil d'administration.

Une rencontre pendant laquelle ces responsables réunis avaient commencé par "accepter la démission" du prédecesseur de Brahmia à la tête du Conseil d'administration, en l'occurrence, "Abdenacer Almas" a-t-on encore précisé de même source.

Né le 2 septembre à Nador, dans la Wilaya de Guelma (Est), Brahmia est un ancien coureur de demi-fond, ayant glané quelques titres nationaux et internationaux pendant les années 1970,



notamment, sur le 1500 mètres. Après la fin de sa carrière d'athlète, il est devenu entraîneur d'athlétisme. Il a coa-

ché entre autres l'ex-champion algérien de 1500 mètres, Noureddine Morcelli, dont il était le manager-entraîneur.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE

Six mois de suspension pour Ghalem (RCK)

L'entraîneur des gardiens de buts du RC Kouba, Mohamed Ghalem, a été sanctionné de six mois de suspension, dont trois avec sursis, pour comportement antisportif envers l'officiel lors de la 12e journée du championnat de Ligue 2, ayant vu son équipe remporter une victoire difficile à domicile face au WRM/Sila

(1-0). Outre cette sanction "Ghalem devra s'acquitter d'une amende de 35.000 DA" a annoncé la Commission de discipline, en précisant s'être basée sur les articles 112 et 141 des règlements généraux, pour prendre cette décision. Grâce à cette courte mais précieuse victoire contre le WRM, le Raed est

remonté à la 7e place du classement général (Groupe Centre) avec 15 points.

De son côté, le WA Boufarik a été sanctionné de deux mois de suspension de terrain, pour mauvais comportement de ses dirigeants, mais aussi pour la mauvaise organisation de la rencontre contre l'ES Ben Aknoun".

Outre ces deux matchs de suspension de terrain, le WAB devra s'acquitter d'une amende de 100.000 DA.

Le WAB, ancien leader du Groupe Centre, a glissé à la 4e place, avec 20 points, après son nul à domicile face à l'ES Ben Aknoun (2-2), alors que ce dernier est 5e, avec 18 points.

RELIZANE

Les travaux de rénovation du stade Tahar-Zoughari achevés

Les travaux de réhabilitation du stade Tahar-Zoughari à Relizane ont pris fin permettant la réouverture de cette enceinte footballistique qui accueillera, le 30 avril en cours, le match des huitièmes de finale de la coupe de la Ligue opposant le RC Relizane au MC Oran, a-t-on appris mercredi de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Ce stade, fermé depuis deux mois, a bénéficié notamment d'une nouvelle pelouse synthétique de sixième génération

qui a remplacé l'ancienne dont l'état s'est nettement détérioré causant des blessures à plusieurs joueurs, a-t-on ajouté de même source.

Outre cette opération, des travaux de remise à niveau ont été engagés dans d'autres équipements de cette infrastructure, précise-t-on.

Les joueurs du RCR, en grève depuis près de trois semaines, devraient reprendre l'entraînement ce mercredi sur la nouvelle pelouse de leur jardin préféré, selon les affirmations du staff

technique de cette équipe que dirige l'ancien international algérien, Si Tahar Cherif El Ouezzani.

Pendant la fermeture de ce stade, le "Rapid", qui retrouve cette saison l'élite après quatre exercices passés en deuxième palier, a accueilli ses adversaires en championnat à Chlef et Tlemcen, parvenant à décrocher 7 points sur 9 possibles, rappelle-t-on.

Les protégés de Cherif El Ouezzani ont terminé à la 12e place la phase aller avec 24 points.

LIGUE 2 (GR. OUEST)

L'entraîneur Saïd Hamouche se rapproche du MCB Oued Sly

La direction du MCB Oued Sly a trouvé un accord avec l'entraîneur Saïd Hamouche pour lui confier la barre technique de son équipe première de football, a-t-on appris mercredi de ce club de Ligue 2 (Gr.Ouest).

Saïd Hamouche, qui a entraîné la saison passée la JSM Béjaïa (Ligue 2), devrait s'engager avec le nouveau promu "dans les heures à venir, après s'être entendu avec le président Rachid Chranou sur les clauses du contrat devant lier les deux parties", précise-t-on de même source.

Il devrait succéder à Touhami Sahraoui qui a démis-

sionné de son poste en fin de semaine passée, et dont la décision a surpris la direction du club, rappelle-t-on. Le MCBO, auteur d'une accession historique dans le deuxième palier cette saison, espère rééditer le même exploit à l'issue de l'exercice en cours en validant son billet pour la Ligue 1, selon ses dirigeants.

Cette formation de la wilaya de Chlef réalise un bon parcours depuis le début du championnat, comme l'atteste la deuxième place qu'elle occupe au classement du groupe Ouest derrière l'ASM Oran qui la devance de deux unités après 12 jour-



nées de compétition. L'équipe, dont le manager général n'est autre que l'ancien international algérien Fodil Megharia, reste sur un

nul ramené du terrain de l'OM Arzew (2-2), samedi passé pour le compte de la première journée de la phase retour.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (5E JOURNÉE / GROUPE B) JSK :

Aucun cas positif au coronavirus avant d'affronter Coton Sport

La JS Kabylie disposera de la totalité de son effectif face au Coton Sport, qu'elle affrontera ce mercredi après-midi à Garoua (Cameroun), pour le compte de la 5e journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération de football, groupe B, car "ses tests de dépistage du coronavirus ont tous été négatifs", a rassuré la direction des Canaris dans un communiqué.

"La JSK a reçu ce mercredi matin les résultats des tests de dépistage qu'elle avait subis à son arrivée au Cameroun et ils se sont tous avérés négatifs", y compris chez les membres des différents staffs et des accompagnateurs, a-t-on ajouté de même source.

Ainsi, le coach Denis Lavagne n'aura que l'embarras du choix pour composer son onze, face leader de ce groupe B, et face auquel il s'est dit déterminé à réussir un bon résultat, pour garder intactes ses chances de qualification en quarts de finale. Dans l'autre match de cet groupe "B", les Zambiens du NAPSA Stars accueilleront les Marocains du RS Berkane, à 17h00, à Lusaka.

COUPE DE LA LIGUE L'O. Médéa, le NA Hussein-Dey et le NC Magra qualifiés en huitièmes de finale

L'Olympique Médéa, le NA Hussein-Dey et le NC Magra se sont qualifiés aux huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue, en s'imposant mardi, respectivement, devant l'ASO Chlef (2-1), l'AS Ain M'lila (4-0) et le CS Constantine (3-0).

Dans la première rencontre, les buts de l'Olympique de Médéa ont été inscrits par Kenniche (7') et Ghomari (41'), alors que le NAHD s'est imposé grâce aux doublés de Boussalem (3', 53') et Banouh (30', 67').

À l'Est, les buts du NC Magra ont été l'oeuvre d'Ali Himoud (30'), Demane (67') et Hadj Bouguèche (73').

À la faveur de cette qualification, Médéa accueillera l'USM Bel-Abbès le 30 avril prochain pour le compte des huitièmes de finale, alors que le NA Hussein-Dey et le NC Magra seront en déplacement, respectivement, face à la JS Kabylie et le CR Belouizdad, le 8 mai prochain, selon le programme de la Ligue professionnelle de football (LFP).

Le coup de starter de ce tour préliminaire de la Coupe de la Ligue a été donné par le MC Oran et le CA Bordj Bou Arréridj, vendredi dernier.

La rencontre s'était soldée par un nul vierge, même après prolongation (0-0), et c'est finalement le MCO qui l'a emporté aux tirs au but (3-2). La Coupe de la Ligue est une compétition relancée exceptionnellement cette saison en remplacement de la Coupe d'Algérie de football, annulée à cause de la pandémie de coronavirus.

Résultats complets du tour préliminaire / Mardi :

Olympique Médéa - ASO Chlef 2-1
NA Hussein Dey - AS Ain M'lila 4-0
NC Magra - CS Constantine 3-0

Vendredi :

CA Bordj Bou Arréridj - MC Oran 0-0 a.p., MCO qualifié aux t.a.b. 3-2.

Le président de l'UEFA "ravi" du retrait de Manchester City

Le président de l'UEFA Aleksander Ceferin s'est dit mardi soir "ravi" de voir Manchester City renoncer à participer à la Super Ligue, projet qui menace le football européen d'implosion depuis deux jours.

"Je suis ravi d'accueillir le retour de City dans la famille du football européen", s'est réjoui le dirigeant dans des déclarations, saluant cette première défection officielle parmi les douze clubs mutins.

"Comme je l'ai dit au Congrès de l'UEFA, il faut du courage pour admettre une erreur", a poursuivi M. Ceferin, qui avait troqué mardi matin les menaces visant les frondeurs contre un appel à la reddition, s'adressant en particulier aux six clubs anglais.

Le patron de l'instance européenne a assuré n'avoir "jamais douté qu'ils avaient la capacité et le bon sens de prendre cette décision". Lui qui avait fustigé "l'avidité", "l'égoïsme" et le "narcissisme" des promoteurs de la Super Ligue.

Un tribunal de Madrid interdit à l'UEFA et à la Fifa toute mesure contre le lancement de la Super Ligue

Un tribunal madrilène a interdit mardi en référé à l'UEFA et la Fifa toute mesure contre le lancement de la Super Ligue, première victoire judiciaire pour cette compétition privée dissidente qui a ouvert un conflit dans le foot européen.

Dans ce texte, le tribunal de commerce n° 17 de Madrid indique avoir "ordonné" à la Fifa et l'UEFA, le temps que le dossier soit jugé sur le fond, "de s'abstenir d'adopter toute mesure ou action (...) qui empêche ou pose des difficultés, de forme directe ou indirecte, à la préparation de la Super Ligue de football".

Ce tribunal précise, par ailleurs, avoir "interdit" aux deux instances de prendre "des mesures disciplinaires ou des sanctions" à l'encontre des clubs, des dirigeants et des joueurs impliqués dans la préparation de la Super Ligue.

Il leur interdit, en particulier, d'"exclure les clubs et/ou les joueurs (...) de toute compétition de club internationale ou nationale".

Il faudra voir comment l'UEFA et la Fifa ripostent à cette injonction prononcée par un seul tribunal espagnol, alors que leurs menaces de mesures de rétorsion concernent toute l'Europe.

Dans un courrier envoyé dimanche à la Fifa et l'UEFA, les promoteurs de la Super Ligue affirmaient avoir déjà lancé "une procédure devant les juridictions compétentes, pour assurer l'instauration et le fonctionnement sans accroc de la compétition".

L'idée était de saper par avance les représailles des deux instances, qui menaçaient dès janvier d'exclure les dissidents de leurs compétitions, privant par exemple d'Euro et de Coupe du Monde les joueurs impliqués dans ce tournoi privé.

L'annonce dimanche soir par les douze clubs rebelles - six clubs anglais, trois espagnols et trois italiens - de leur volonté de créer une ligue quasi fermée, comparable aux championnats nord-américains de basket (NBA) ou de football américain (NFL), a provoqué une guerre ouverte dans le foot européen.

APS

SUPER LIGUE

Les 14 clubs non concernés de Premier League rejettent "catégoriquement" le projet

Les 14 clubs de Premier League qui n'ont pas été conviés au projet de Super Ligue européenne semi-fermée ont rejeté mardi "à l'unanimité et catégoriquement" le projet et envisagent de s'en prendre aux six clubs partie prenante.

"Les 14 clubs réunis (mardi) ont rejeté à l'unanimité et catégoriquement ce projet de compétition", expliquent-ils dans un communiqué.

"La Premier League envisage toutes les actions possibles pour l'empêcher de se développer, ainsi que de demander des comptes à ses membres qui sont impliqués, conformément à ses règlements", ajoutent-ils.

Les deux équipes de Manchester, Liverpool, Chelsea, Tottenham et Arsenal figurent avec trois équipes espagnoles et trois italiennes parmi les 12 clubs ayant présenté le projet dimanche.

La compétition envisagée réunirait 20 clubs, dont 15 seraient, année après année, les membres fondateurs, quelque soient leurs résultats.

La Premier League a aussi exprimé son intention de continuer à travailler avec la fédération, les groupes de supporters et le gouvernement, l'UEFA ou toutes les instances concernées, pour "protéger les intérêts de la discipline". Elle exige en outre que les clubs ayant



adhéré à cette Super Ligue interrompent immédiatement leur engagement dans cette éventuelle compétition.

Un peu plus tôt, au sortir d'une réunion avec la fédération, la Premier League et des groupes de supporters, le

Premier ministre Boris Johnson avait assuré "qu'aucune mesure n'(était) écartée et que le gouvernement (explorait) toutes les possibilités, y compris l'option législative, pour s'assurer que cette proposition soit abandonnée".

La Super Ligue annonce vouloir "remodeler" le projet face aux désistements

Les créateurs de la Super Ligue ont annoncé mercredi qu'ils allaient "reconsidérer les étapes les plus appropriées pour remodeler le projet" de compétition privée censée concurrencer la Ligue des champions de football, face aux nombreux désistements de clubs fondateurs auxquels ils font face.

Cette décision, qui s'apparente à une suspension du projet, intervient à l'issue d'une folle journée, qui a vu

se désolidariser successivement la moitié des douze clubs fondateurs de cette compétition quasiment fermée aux autres équipes d'Europe, face au tollé des supporters et aux menaces des instances du football.

Les six clubs anglais initialement engagés dans cette Super Ligue ont annoncé mardi soir leur retrait de ce projet "à cause de la pression mise sur eux", a ajouté l'organisation "Super League"

dans un communiqué deux jours seulement après le lancement de son initiative.

La "Super League", basée en Espagne, s'est malgré tout redite "convaincue" que sa proposition "est entièrement alignée avec le droit européen", et que "le statu quo actuel du football européen doit changer".

L'organisation dissidente, dirigée par le patron du Real Madrid Florentino Pérez, ne précise en revanche pas

concrètement de quelle manière elle compte "remodeler" son projet, ni n'indique si ce sera au sein des instances comme l'Union européenne du football (UEFA) ou toujours en dehors.

Les six autres clubs initialement engagés (Real Madrid, Barcelone, Juventus Turin, AC Milan, Atlético Madrid, Inter Milan) n'ont de leur côté pas pris position depuis les défections de leurs alliés initiaux.

L'AC Milan prend acte du rejet de la Super Ligue par les supporters



L'AC Milan a annoncé mercredi avoir pris acte du rejet de la Super Ligue par les supporters tout en jugeant que "l'évolution est nécessaire pour progresser".

"Le changement n'est pas facile (...)

Mais les voix et les inquiétudes des supporters dans le monde entier par rapport au projet de Super Ligue ont été fortes et claires et notre club doit rester sensible et attentif à l'opinion de ceux qui aiment ce sport merveilleux", explique le club milanais, qui appartient depuis 2018 au fonds d'investissement américain Elliott.

Des douze membres fondateurs de la Super Ligue, il n'en reste plus que trois.

Le projet de la Super Ligue --compé-

tion privée rivale de la Ligue des champions-- a perdu mardi près de la moitié de ses fondateurs, impuissants face aux menaces des instances du football et au tollé des supporters. Mardi, cinq clubs anglais ont annoncé leur retrait de ce projet de compétition.

Manchester City a été le premier à céder, annonçant dans un communiqué avoir "formellement lancé la procédure pour se retirer du groupe chargé de développer le projet de Super Ligue européenne".

Et en fin de soirée, quatre autres clubs anglais ont suivi: Tottenham, Liverpool, Manchester United et Arsenal, tandis que Chelsea devait se joindre au mouvement dans les heures suivantes selon de nombreux médias anglais.

La Juventus admet l'échec de la Super Ligue dans sa forme initialement conçue

La Juventus Turin, l'un des instigateurs de la Super Ligue, a reconnu mercredi que cette compétition avait désormais "peu de chances" de voir le jour "dans la forme sous laquelle elle a été ini-

tialement conçue" après le retrait de la quasi-totalité des douze clubs impliqués.

Pour autant, la Juve indique dans son communiqué rester "convaincue du bien-fondé des hypothèses

sportives, commerciales et juridiques" du projet qui semble mort-né depuis le retrait mardi des six clubs anglais, imités mercredi par l'Inter Milan et l'Atlético Madrid alors que l'AC Milan a

pris acte du rejet global de cette formule par les supporters.

Il ne reste plus que le Real Madrid et le FC Barcelone à ne pas s'être mis en retrait de ce projet.

WEST HAM VISE LE PROMETTEUR ADAM HLOZEK

Les Hammers vont rapidement passer à l'action. Selon les dernières informations publiées par le média Todorokaj, la formation de West Ham s'intéresserait fortement à l'attaquant, Adam Hlozek. Agé de 18 ans, ce jeune talent évolue actuellement sous les couleurs du Sparta Prague où il est lié jusqu'en juin 2022. Considéré comme un grand espoir, l'international tchèque intéresse de nombreux clubs comme Naples ou encore le RB Leipzig. Les Hammers comptent formuler une offre très rapidement. Cette saison, le natif d'Avance a inscrit 5 buts et délivré 7 passes décisives en 15 rencontres toutes compétitions confondues. Côté transfert, il serait estimé à 12 millions d'euros.



ALABA POUR 5 ANS AU REAL MADRID, C'EST FICELÉ

Courtsé par le PSG et Manchester City, David Alaba a fait le choix de s'engager en faveur du Real Madrid à l'issue de la saison.

A en croire les informations obtenues par la chaîne Sky, le dossier David Alaba touche à sa fin. Le défenseur allemand du Bayern Munich, en fin de contrat avec le club bavarois le 30 juin prochain, a pris la décision de s'engager en faveur du Real Madrid. Un accord a été trouvé pour un contrat de cinq ans dans la capitale espagnole. Courtsé avec assiduité par le Paris Saint-Germain, David Alaba va finalement rejoindre le Real Madrid, où Sergio Ramos pourrait également partir libre de tout contrat au mois de juin.

KANE TRÈS PROCHE DU PSG

En cas de départ de Kylian Mbappé, le PSG sera dans l'obligation de recruter une nouvelle star et Mauricio Pochettino pense logiquement à Harry Kane.

L'entraîneur argentin du Paris Saint-Germain connaît Harry Kane sur le bout des doigts. Il y a trois semaines, Téléfoot faisait savoir que la priorité des dirigeants du PSG se nommait Mohamed Salah, mais que le buteur anglais de Tottenham avait la préférence de Mauricio Pochettino, bien conscient que Kane a le profil parfait pour évoluer aux côtés de Neymar et d'Angel Di Maria à Paris. Selon les informations obtenues par Don Balon, Mauricio Pochettino n'a pas abandonné l'idée de faire venir Harry Kane au PSG, et le club de la capitale aurait même les faveurs de Daniel Levy, le président des Spurs. Et pour cause, le média espagnol croit savoir que l'intransigent président de Tottenham a une obsession : ne pas renforcer un concurrent direct de Premier League en vendant Harry Kane à Manchester City, Manchester United ou Chelsea. Le patron des Spurs entend le désir de sa star de quitter le club après des années de fidélité, et il est prêt à s'asseoir à la table des négociations avec les clubs potentiellement intéressés... à condition qu'il ne s'agisse pas d'écuries de Premier League.

En ce sens, le Paris SG possède un avantage de taille sur la concurrence avec l'approbation de Daniel Levy. Pour les dirigeants franciliens, il est maintenant question de se mêler d'éventuels autres concurrents à travers l'Europe. Le Real Madrid a par exemple été cité de manière régulière comme un prétendant à la signature d'Harry Kane, mais les dirigeants merengues semblent maintenant davantage focalisés sur les dossiers Kylian Mbappé (PSG) et Erling Haaland (Borussia Dortmund). Enfin, les géants italiens tels que l'Inter Milan et la Juventus Turin sont également à surveiller du coin de l'œil, même s'il apparaît improbable de les voir investir plus de 100 ME sur Harry Kane cet été.

La Juventus est passée à l'action pour Memphis Depay

Le néerlandais intéresse fortement les Bianconeri. C'est l'une des belles affaires à saisir en vue de ce mercato d'été qui approche. En fin de contrat avec l'Olympique Lyonnais, l'attaquant Memphis Depay ne prolongera pas. Concernant son avenir, l'international néerlandais dispose de plusieurs touches dont une très sérieuse avec la Juventus Turin. Selon les dernières informations de Tuttosport, ce dernier aurait reçu une proposition de la part des Bianconeri. Pour le moment, le natif de Moordrecht n'a pas encore répondu. Il attendrait un signe du FC Barcelone qui serait sa préférence pour l'an prochain.



JOSÉ MOURINHO SERAIT DANS LE VISEUR DU CELTIC GLASGOW

José Mourinho pourrait déjà retrouver un banc de touche. José Mourinho serait dans le viseur du Celtic Glasgow tout juste limogé par le Celtic Glasgow, l'entraîneur portugais, José Mourinho, pourrait ne pas rester libre de tout contrat bien longtemps. En effet, après le FC Varinco, une nouvelle équipe européenne, habituée des coupes d'Europe, envisagerait de le ré-engager. Il s'agirait, si l'on en croit le média britannique le Sun, du Celtic Glasgow qui vient de perdre son titre de champion local, au profit des Glasgow Rangers. Le Celtic n'a pour rappel plus d'entraîneur depuis la démission, fin février, de Neil Lennon. Reste à savoir si l'ancien coach du Real Madrid, Chelsea ou encore l'Inter Milan est prêt à faire quelques concessions financières pour rendre cette opération possible désormais.

Alex Moreno pourrait bien quitter le Betis Seville

Un transfert d'Alex Moreno lors du prochain mercato serait d'actualité. Alex Moreno pourrait bien quitter le Betis Seville en quête d'un nouveau latéral gauche pour pallier les nombreux départs dans ce couloir (Nagatomo, Rocchia, mais surtout Amavil), Pablo Longoria a récemment ciblé Alex Moreno. Auteur d'une bonne saison avec le Betis Seville, le défenseur de 27 ans a confirmé dans une interview accordée à beIN Sports qu'il était convoité sans toutefois évoquer le nom du club phocéen. « C'est vrai que des grands clubs ont appelé mon agent mais moi je ne sais rien. Je suis concentré sur la qualification en Europe pour cette fin de saison. Mon agent m'a dit que je me concentre sur le Betis. Ce sont des choses d'agent, c'est une fierté que des grands clubs s'intéressent à moi. » Son contrat court jusqu'en juin 2024 et il dispose d'une clause libératoire de 40 millions d'euros.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRESIDENCE

Décès du moudjahid Benkheira Hadj Hamza : le Président Tebboune présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, mardi, un message de condoléances à la famille du moudjahid Benkheira Hadj Hamza, décédé à Ghardaïa, priant Allah le Tout puissant en "ce mois sacré de Ramadhan, d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde".

"J'ai appris avec une grande affliction la nouvelle du décès du moudjahid Benkheira Hadj Hamza, paix à son âme", a écrit le président de la République dans son message de condoléances. Et d'ajouter: "En cette circonstance douloureuse, je présente à la famille du défunt, ses proches et ses amis, mes vives condoléances et mes sincères sentiments de compassion, priant Allah en ce mois sacré de Ramadhan, d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de le rétribuer amplement pour ses bonnes œuvres au



service de sa patrie". "Il est, parmi les croyants, des hommes qui ont été sincères dans

leur engagement envers Allah. Certains d'entre eux ont atteint leur fin, et d'autres attendent en-

core, et ils n'ont varié aucunement (dans leur engagement)", a conclu le président Tebboune.

DÉCÈS D'IDRIS DEBY

L'Algérie suit avec une grande préoccupation les événements en cours au Tchad

L'Algérie suit avec une très grande préoccupation les événements en cours en République du Tchad et s'incline devant la mémoire du Président Idris Déby Itno décédé mardi des suites de blessures, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "L'Algérie appelle tous les fils du Tchad à faire preuve d'un sens de responsabilité et à privilégier le dialogue, seule issue à même de leur permettre de traverser les épreuves actuelles et de préserver la paix et la stabilité dans le pays", a ajouté le communiqué.



"L'Algérie rappelle son ferme attachement au principe cardinal de l'Union Africaine (UA) lié au rejet des changements anticonstitutionnels", a souligné le même communiqué. Le

président tchadien Idris Déby Itno, au pouvoir depuis 30 ans, est décédé mardi des suites de blessures reçues alors qu'il commandait son armée dans des combats contre des attaques rebelles dans le nord durant le week-end, a annoncé le porte-parole de l'armée sur la télévision d'Etat. Il a été annoncé vainqueur, lundi, de la présidentielle du 11 avril avec 79,31% des voix exprimées, dans un contexte tendu marqué par une incursion rebelle dans le Tibesti, au nord du pays.

ALGÉRIE-ONU

L'Algérie élue au Conseil d'administration de l'Unicef et à la CND de l'ONU

L'Algérie a été élue mardi au Conseil d'administration du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) par les membres du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), pour un mandat de trois ans et à la Commission des Nations unies sur les stupéfiants (CND) pour un mandat de 4 ans à compter du 1er janvier 2022.

"L'Algérie a été élue, aujourd'hui (mardi), par acclamation de tous les membres de l'ECOSOC au Conseil d'administration de l'Unicef, pour un mandat de 3 ans, à compter du 1er janvier 2022 et à la Commission des Nations unies sur les stupéfiants pour un mandat de 4 ans prenant effet le 1er janvier 2022", a annoncé la délégation algérienne à l'ONU

dans un tweet. Le Conseil d'administration est l'organe directeur de l'Unicef, il se compose de 36 membres qui représentent les cinq groupes régionaux d'Etats membres des Nations unies (Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie-Pacifique, Europe de l'Est et Europe occidentale et autres Etats). Il supervise les activités de l'Unicef et approuve les politiques, programmes de pays et budgets de l'organisation.

La Commission des stupéfiants (CND) composée de 53 membres est, pour sa part, un organe directeur de l'Office des Nations unies pour la drogue et le crime (ONUDC) qui a pour mission de superviser l'application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.

COMPOSITION DU CNESE La Commission ad hoc approuve la liste des membres sélectionnés

La Commission ad hoc chargée de la désignation des membres du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) au titre des secteurs économique, social et de la société civile a approuvé, mardi à Alger, la liste des membres du Conseil sélectionnés par un programme conçu pour une sélection automatique.

La liste préliminaire des membres sélectionnés compte "76 membres femmes, soit 38% des membres", a affirmé le président du CNESE, Réda Tir, à la fin des travaux de la Commission, faisant remarquer que ce taux "représente le pourcentage le plus élevé par lequel un équilibre entre la compétence requise et le nombre de candidates est atteint". Il a précisé que 178 membres sont titulaires d'un diplôme universitaire, soit 89 % dont 20 professeurs, 37 docteurs, 36 titulaires d'un magister ou d'un master, 29 ingénieurs, 56 titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

Les membres sélectionnés sont répartis sur l'ensemble des 58 wilayas du pays en proportion avec la population de chaque wilaya. Selon le président du CNESE, 22 membres sont issus des wilayas du Sud, 26 des Hauts plateaux et 7 membres sont issus de la communauté nationale établie à l'étranger: en Allemagne, Afrique du Sud, Russie, Canada, Grande-Bretagne, Brésil et Emirats arabes unis. Quant aux pourcentages d'âge des membres sélectionnés, M. Tir a souligné qu'il sont répartis sur trois catégories: 33 membres, soit 16%, ont moins de 40 ans, alors que 109 membres, soit 55%, ont entre 40 et 60 ans. La catégorie des plus de 60 ans représente 29 %, soit 58 membres, a-t-il ajouté, relevant que les membres sélectionnés ont une expérience professionnelle moyenne de 23,65 ans. La liste

nominative des membres du Conseil sera, quant à elle, publiée sur arrêté du président du CNESE après l'achèvement des procédures judiciaires en vigueur, conformément à l'article 17 du décret présidentiel numéro 21-37 du 6 janvier 2021 portant composition et fonctionnement du Conseil. Pour rappel, le CNESE est composé de 200 membres dont 20 sont désignés par le président de la République, 45 représentant les administrations et institutions publiques, et 135 au titre des secteurs économique et social, ainsi que de la société civile, désignés par la Commission ad hoc.

Lors de la réunion de la Commission ad hoc, il a été procédé à la présentation de la méthodologie adoptée et l'examen de la mise en œuvre du programme conçu pour la sélection automatique des membres. Ce programme, élaboré en coopération avec le Dr El-Hachemi Guerrou, maître-assistant à l'école supérieure de l'Informatique, pour traiter les CV proposés, "fonctionne selon un algorithme qui prend en compte le critère de compétence et de représentation des femmes, ainsi que la répartition géographique dans la sélection après codage des candidats et des associations et organisations qu'ils représentent, en plus du critère d'âge", a expliqué M. Tir. Le président du Conseil national des Droits de l'Homme, Lazhari Bouzid, membre de cette commission s'est félicité, de son côté, de la "transparence totale" qui a caractérisé l'opération, soutenant que la sélection des membres du CNESE s'est déroulée d'une façon "professionnelle".

"De grands noms de la communauté nationale établie à l'étranger, mais aussi ici en Algérie figurent sur la liste approuvée aujourd'hui", a-t-il ajouté.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ Des opérations aux résultats dénotant du haut professionnalisme de l'ANP (bilan)

Dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire (ANP) ont mené, durant la période du 14 au 20 avril 2021, plusieurs opérations dont les résultats dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible des Forces armées à préserver et prémunir l'Algérie contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes, indique mercredi un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP).

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, à Ain Defla, (15) bombes de confection artisanale, tandis que (04) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés à Ain Defla et Jijel, lit-on dans le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans le pays, des détachements

combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions Militaires, (29) narcotrafiquants et saisi d'immenses quantités de kif traité s'élevant à (15) quintaux et (60) kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc, selon le même communiqué.

A ce titre, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2e et 3e Régions Militaires, (20) narcotrafiquants et saisi (15) quintaux et (29) kilogrammes de kif traité, alors que (09) narcotrafiquants ont été appréhendés et (31) kilogrammes de la même substance, ainsi que (35420) comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions Militaires.

Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Taman-

ghasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, (205) individus et saisi (06) véhicules, (210) groupes électrogènes, (104) marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (125) sacs de mélange d'or brut et de pierres, tandis que (11) individus ont été arrêtés et (5495) boîtes de tabacs et (48000) unités d'articles parapharmaceutiques ont été saisies lors d'opérations distinctes menées à Ouargla, El-Oued et Chlef, a ajouté le même source.

Dans un autre contexte, les Garde-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (17285) litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Bordj Badji Mokhtar, alors que (129) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à In Amenas, Laghouat, In Salah, Biskra, El Oued, Tiaret et El Bayadh.

APS